



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de justice et police DFJP

Office fédéral des migrations ODM
Section Analyses

Public

Berne-Wabern, 12 mars 2014

Focus Sri Lanka

Evaluation de la situation actuelle

Haftungs- und Nutzungshinweis zu Quellen und Informationen

Der vorliegende Bericht wurde von der Länderanalyse des Bundesamtes für Migration (BFM) gemäss den gemeinsamen EU-Leitlinien für die Bearbeitung von Informationen über Herkunftsländer erstellt (http://www.bfm.admin.ch/bfm/de/home/themen/migration_analysen/herkunftslanderinformationen-.html). Er wurde auf der Grundlage sorgfältig ausgewählter Informationsquellen zusammengestellt. Alle zur Verfügung stehenden Informationen wurden mit grösster Sorgfalt recherchiert, evaluiert und bearbeitet. Alle verwendeten Quellen sind referenziert. Dessen ungeachtet erhebt dieses Dokument keinen Anspruch auf Vollständigkeit. Es erlaubt auch keine abschliessende Bewertung darüber, ob ein individueller Antrag auf einen bestimmten Flüchtlingsstatus oder auf Asyl berechtigt ist. Wenn ein bestimmtes Ereignis, eine bestimmte Person oder Organisation in diesem Bericht keine Erwähnung findet, bedeutet dies nicht, dass ein solches Ereignis nicht stattgefunden hat oder dass die betreffende Person oder Organisation nicht existieren. Die Inhalte sind unabhängig verfasst und können nicht als offizielle Stellungnahme der Schweiz oder ihrer Behörden gewertet werden. Die auszugsweise oder vollständige Nutzung, Verbreitung und Vervielfältigung dieses Berichts unterliegt den in der Schweiz geltenden Klassifizierungsregeln. Entsprechend ist darauf zu achten, dass Dokumente mit dem Vermerk "Intern" oder "Vertraulich" nicht an hierfür nicht autorisierte Personenkreise oder Organe weitergegeben werden.

Clauses sur les sources, les informations et leur utilisation

Ce rapport a été rédigé par l'Analyse sur les pays de l'Office Fédéral des Migrations (ODM) dans le respect des Lignes directrices de l'UE en matière de traitement et de transmission d'informations sur les pays d'origine (http://www.bfm.admin.ch/bfm/fr/home/themen/migration_analysen/herkunftslander-informations.html). Ce document a été élaboré sur la base de sources d'informations soigneusement sélectionnées. Toutes les informations fournies ont été recherchées, évaluées et traitées avec la plus grande vigilance. Toutes les sources utilisées sont référencées. Cependant, ce document ne prétend pas à l'exhaustivité. Il n'est pas davantage concluant pour décider du bien-fondé d'une demande de statut de réfugié ou d'une demande d'asile particulière. Si un événement, une personne ou une organisation déterminé(e) n'est pas mentionné(e) dans le rapport, cela ne signifie pas forcément que l'événement n'a pas eu lieu ou que la personne ou l'organisation n'existe pas. A noter que ce document a été produit de manière indépendante et ne doit pas être considéré comme une prise de position officielle de la Suisse ou de ses autorités. Par ailleurs, ce rapport est soumis, tant dans son utilisation, sa diffusion et sa reproduction partielle ou intégrale, aux règles de classification en vigueur en Suisse. En conséquence, il faut veiller à ce que les documents portant la mention "Interne" ou "Confidentiel" ne soient pas transmis à des personnes ou organismes non expressément autorisés.

Reservation on information, its use, and on sources

This report, written by Country Analysis of the Federal Office for Migration, is in line with the EU-Guidelines for processing Country of Origin Information (http://www.bfm.admin.ch/bfm/en/home/themen/migration_analysen/-herkunftslanderinformationen.html). The report draws on carefully selected sources; they are referenced in the report. Information has been researched, analyzed, and edited respecting best practices. However, the authors make no claim to be exhaustive. No conclusions may be deduced from the report on the merits of any claim to the well-foundedness of a request for refugee status or asylum. The fact that some occurrence, person, or organization may not have been mentioned in the report does not imply that such occurrence is considered as not having happened or a person or organization does not exist. This report is the result of independent research and editing. The views and statements expressed in this report do not necessarily represent any consensus of beliefs held by the Swiss government or its agencies. Using, disseminating, or reproducing this report or parts thereof is subject to the provisions on the classification of information applicable under Swiss law. Documents classified "Restricted" or "Confidential" may only be revealed to persons or organizations explicitly designated as authorized to receive them.

Fragen/Kommentare, questions/commentaires, questions/comments:

coi@bfm.admin.ch

Table des matières

Synthèse.....	5
Main findings.....	7
1. Sources	8
2. Contexte Politique	8
2.1. Dérive autoritaire du gouvernement.....	8
2.2. L'affaire Fonseka.....	9
2.3. Opposition politique faible.....	9
2.4. Politique de « cinghalisation » du Nord et l'Est.....	10
3. Situation sécuritaire	11
3.1. Présence de l'armée sur le territoire	11
3.2. Checkpoints.....	13
3.3. Observation, surveillance et enregistrement de la population dans le Nord et l'Est...	13
3.4. Prevention of Terrorism Act - PTA.....	14
3.5. Les anciens groupes paramilitaires	14
4. Les anciens membres des LTTE	15
4.1. Réhabilitation des anciens membres des LTTE.....	15
4.2. Après les camps de réhabilitation	17
5. La situation en matière de droits de l'homme	18
5.1. L'indépendance du pouvoir judiciaire.....	18
5.2. Liberté d'opinion et d'expression.....	19
5.3. La liberté de réunion et d'association pacifiques.....	20
5.4. Les droits des femmes	21
5.5. La liberté de croyance	23
5.6. Les disparitions forcées.....	23
6. Les personnes déplacées internes	24
7. Les conflits fonciers.....	24

8.	La situation économique	25
9.	La diaspora	26

Sujet

Dans le présent document, les questions suivantes seront traitées:

- Quel est le contexte politique actuel au Sri Lanka ?
- Quelle est la situation sécuritaire au Sri Lanka ?
- Que sait-on sur le traitement réservé aux membres des *Liberation Tigers of Tamil Eelam* (LTTE) à la fin de la guerre ?
- Quelle est la situation en matière des droits de l'homme au Sri Lanka ?
- Quelle est la situation des personnes déplacées internes au Sri Lanka ?
- Que sait-on sur la situation foncière au Sri Lanka ?
- Quelle est la situation économique du Sri Lanka ?
- Que sait-on sur la diaspora sri lankaise?

Synthèse

Après vingt-six années de violence, le conflit armé entre le gouvernement du Sri Lanka et les Tigres Tamouls du Tamil Eelam (LTTE) a pris fin en mai 2009 avec une victoire militaire du gouvernement de Mahinda Rajapaksa. Depuis lors, la situation sécuritaire a connu une nette amélioration. En effet, depuis cette date, les combats ont cessé et aucun attentat n'a été recensé.

Suite à la victoire militaire du gouvernement, il était nécessaire et crucial de mener une véritable politique de réconciliation nationale. Cependant, les efforts en ce sens n'ont été que faibles et les défis liés à la consolidation d'une paix durable restent à relever. Aucune enquête impartiale n'a encore été menée sur les allégations de crimes commis lors de l'offensive finale.

Ces dernières années, le président Rajapaksa et son clan familial n'ont eu de cesse de consolider leur pouvoir à travers, entre autres, divers amendements à la Constitution ainsi que les nominations de personnes proches du président Rajapaksa à des postes clés tels que la Présidence de la Cour Suprême.

Au niveau national, l'opposition politique reste faible. L'unique revers politique auquel le gouvernement de Rajapaksa a dû faire face ces dernières années est la victoire claire de l'Alliance Nationale Tamoule (principale formation politique tamoule fondée en 2001 avec le soutien des LTTE) lors des élections du Conseil provincial de la province Nord de septembre 2013.

En matière de droits de l'Homme, la situation s'est dégradée, notamment dans les domaines liés à la liberté d'opinion et d'expression, à la liberté de réunion et d'association pacifique et à la liberté de croyance.

Dans les anciennes zones de conflit, l'observation, la surveillance et l'enregistrement de la population continuent. De plus, les forces de sécurité y ont une présence forte. Leurs activités s'étendent au-delà des questions sécuritaires et touchent tous les domaines de la vie civile. Le nombre de checkpoints présents sur le territoire a drastiquement diminué depuis la fin de la guerre. Cependant, ces derniers n'ont pas totalement disparus.

A la fin de la guerre, les personnes identifiées comme étant des anciens membres des LTTE ont été placées dans des camps de réhabilitation ou emprisonnées. A ce jour, plus de 11'500 personnes auraient été réhabilitées et environ 230 personnes seraient encore détenues dans les camps de réhabilitation. A leur sortie des camps, les personnes réhabilitées continuent de faire l'objet d'une surveillance étroite de la part des autorités.

Selon les chiffres officiels du gouvernement, au 31 décembre 2013, le pays dénombrait encore 23'568 personnes déplacées internes. En février 2014, l'Observatoire des Situations de Déplacement Interne (*Internal Displacement Monitoring Centre*) a estimé que le nombre de déplacés internes s'élevait à 90'000 personnes. Lors de sa conférence de presse clôturant sa visite au Sri Lanka en décembre 2013, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des personnes déplacées, Chaloka Beyani, a insisté sur la nécessité de trouver un accord quant au nombre de personnes étant encore déplacées internes.

Actuellement, les conflits fonciers sont en train de devenir une des problématiques les plus inquiétantes au Nord et à l'Est du pays. Ils sont principalement générés par le fait que l'armée s'approprie des terres privées. Ce facteur pourrait devenir une source sérieuse d'instabilité dans les années à venir.

Dans les anciennes zones de conflit, les allégations concernant l'augmentation des cas de prostitution forcée et d'abus sexuels touchant les veuves tamoules sont des éléments qui deviennent également préoccupants.

L'économie sri lankaise reste fragile. En effet, les données macroéconomiques relatives au Sri Lanka sont préoccupantes. Depuis la fin de la guerre, bien que d'importants investissements aient été réalisés au niveau de la reconstruction, les défis en matière de développement restent importants. En outre, la situation économique dans les anciennes

zones de conflit reste précaire, plus particulièrement dans les districts les plus pauvres que sont Kilinochchi et Mullaittivu.

Compte tenu de ce qui précède, il y a lieu de penser que les circonstances inhérentes à la situation économique et en matière de droits de l'homme qui règnent actuellement au Sri Lanka créent un fort potentiel migratoire.

Main findings

In May 2009 the Sri Lankan government, led by Mahinda Rajapaksa, claimed military victory over the Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE), or Tamil Tigers, bringing 26 years of armed conflict to an end. Since then, security in the country has improved. Indeed, hostilities have ceased and no attacks have been reported since that date.

It was necessary and essential that the Sri Lankan government followed its military victory with the adoption of a genuine national policy of reconciliation. To date, however, efforts in this regard have been tame and the foundations for a lasting peace in Sri Lanka have yet to be laid. There has also been no impartial inquiry into the crimes that were allegedly committed during the final offensive.

The last few years have seen President Rajapaksa and his family clan consistently deploy a variety of methods to consolidate their power. These include making several constitutional amendments and appointing individuals close to the President to key positions such as Chief Justice of Sri Lanka.

Nationally, political opposition remains weak. The only political setback faced by the Rajapaksa government in recent times was the resounding victory of the Tamil National Alliance (the main Tamil political party founded in 2001 with the backing of the LTTE) in the Northern Province elections of September 2013.

The human rights situation has deteriorated, particularly in terms of freedom of opinion and expression, freedom of peaceful assembly and association, and freedom of belief.

People living in former conflict zones continue to be subject to monitoring, surveillance and registration. In addition, security forces remain highly visible. Indeed, their presence goes beyond security questions and involves all aspects of civilian life. Although the number of checkpoints has fallen drastically since the end of the war, they have not completely vanished from Sri Lankan territory.

At the end of the war, individuals who were identified as former LTTE members were either placed in rehabilitation camps or imprisoned. It is claimed that more than 11,500 people have been rehabilitated so far, while some 230 are still being held in these camps. Former detainees are subjected to close surveillance by the authorities even after their release.

According to official government statistics, there were 23,568 internally displaced persons (IDPs) in Sri Lanka on 31 December 2013. In February 2014, the Internal Displacement Monitoring Centre estimated that the figure was closer to 90,000. During a press conference at the end of his visit to Sri Lanka in December 2013, the United Nations Special Rapporteur on the Human Rights of Internally Displaced Persons, Chaloka Beyani, insisted on the need for a commonly-agreed count of IDPs in the country.

Land disputes are a growing cause for concern, particularly in the North and East of Sri Lanka. These conflicts are primarily due to the military appropriation of private land. That this could become a serious destabilising factor in the years to come.

Another cause for concern are the mounting allegations in former conflict zones with regard to the rising incidence of forced prostitution and sexual abuse of Tamil widows.

The Sri Lankan economy remains fragile and the macroeconomic data are far from encouraging. Since the end of the civil war, there have been major investments in reconstruction work, yet the challenges which Sri Lanka faces with regard to development are still considerable. This is compounded by the precarious economic situation in former conflict zones, especially in the poverty-stricken districts of Kilinochchi and Mullaitivu.

In view of the above information, it would appear that the prevailing economic and human rights situation are factors that could have a significant influence on migration from Sri Lanka.

1. Sources

Le présent Focus a été principalement élaboré sur la base d'informations accessibles au public et recueillies au travers de recherches Internet ou auprès de notre réseau de contacts. Les données contenues dans ce rapport sont essentiellement issues de documents onusiens, de rapports académiques, d'articles de presse, de statistiques publiées par le gouvernement du Sri Lanka ainsi que de rapports rédigés par des organisations non-gouvernementales nationales et internationales ou des agences donatrices. Ces informations ont ensuite été vérifiées et de nouvelles informations recueillies lors d'interviews avec des représentants d'ONGs nationales et internationales, des membres de la société civile, des représentants d'organisations internationales ainsi que des représentants du gouvernement sri lankais, menées entre le 10 et le 20 décembre 2013 à Jaffna, Kilinochchi, Mullaitivu, Trincomalee, Vavuniya et Colombo. Etant donné le contexte actuel, l'identité des interlocuteurs rencontrés au cours de notre mission ne peut être dévoilée, ceci afin de garantir leur sécurité. Compte tenu du caractère très vaste du sujet de ce Focus ainsi que du très grand nombre de sources à disposition, l'information fournie ne prétend pas être exhaustive.

2. Contexte Politique

2.1. Dérive autoritaire du gouvernement

Après vingt-six années de violence, le conflit armé entre le gouvernement du Sri Lanka et les Tigres Tamouls du Tamil Eelam (LTTE) a pris fin en mai 2009 avec une victoire militaire du gouvernement de Mahinda Rajapaksa.¹ Depuis lors, le président Rajapaksa et son clan familial n'ont eu de cesse de consolider leur pouvoir à travers, entre autres, divers amendements à la Constitution ainsi que les nominations de personnes proches du président Rajapaksa à des postes clés.² A titre illustratif, en septembre 2010, le Parlement a adopté le 18^{ème} amendement à la Constitution sri lankaise qui annule la limitation du cumul des mandats et permet donc au président Rajapaksa de se représenter aux prochaines élections présidentielles qui selon certaines sources pourraient se dérouler en 2014.³ Cet amendement renforce également les pouvoirs du président et affaiblit les contre-pouvoirs constitutionnels.⁴ A cet égard, plusieurs organes des Nations Unies ont exprimé leurs préoccupations.⁵

¹ Pour plus d'information sur la guerre civile sri lankaise : Peace and Conflict Timeline, <http://pact.lk/> (12.03.2014).

² The Economist, *My brothers' keepers, In Sri Lanka the grip of the Rajapaksas only tightens*, 11 February 2012, <http://www.economist.com/node/21547252> (12.03.2014); Colombo Telegraph, *Infographics: Rajapaksa family and nepotism, The Rajapaksas: keeping it in the family*, 20 March 2013, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/infographic-rajapaksa-family-and-nepotism/> (12.03.2014);

The Global Mail, *Rajapaksa family ties*, 23 August 2013, <http://sri-lanka.theglobalmail.org/family> (12.03.2014).

³ The Sunday Times, *Presidential poll likely in 2014 despite multitude of crises*, 22 December 2013, <http://www.sundaytimes.lk/131222/columns/presidential-poll-likely-in-2014-despite-multitude-of-crises-77386.html> (12.03.2014);

The Sri Lanka Guardian, *2014 can be year of new departure*, 31 December 2013, <http://www.srilankaguardian.org/2013/12/2014-can-be-year-of-new-departure.html> (12.03.2014);

The Island, *2014: Year of elections in Sri Lanka and elsewhere, but no major changes in sight*, 4 January 2014, http://www.island.lk/index.php?page_cat=article-details&page=article-details&code_title=95314 (12.03.2014).

⁴ The Economist, *Eighteenth time unlucky. Mahinda Rajapaksa's new powers are unnecessary and dangerous*, 9 September 2010, <http://www.economist.com/node/16992141> (12.03.2014).

⁵ Assemblée Générale des Nations Unies, Conseil des droits de l'homme, Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, *Compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, conformément au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil des droits de l'homme Sri Lanka*, A/HRC/WG.6/14/LKA/2, 13 août 2012, <http://www.refworld.org/docid/506d45712.html> (12.03.2014).

2.2. L'affaire Fonseka

Le 26 janvier 2010, Mahinda Rajapaksa a été largement réélu pour un deuxième mandat de six ans.⁶ Dans le cadre de la répression postélectorale, Sarath Fonseka, ancien chef des forces armées sri-lankaises et principal candidat de l'opposition lors de l'élection présidentielle, est arrêté le 8 février 2010.⁷ En septembre 2010, il est reconnu coupable de corruption dans une affaire de passation de marchés par la Cour martiale et condamné à 3 ans d'emprisonnement.⁸ En novembre 2011, il est à nouveau condamné à 3 années de prison pour avoir accusé Gotabhaya Rajapaksa, frère du Président, d'avoir ordonné l'exécution des rebelles tamouls ayant capitulé durant les dernières phases de la guerre.⁹ Suite à l'octroi d'une grâce présidentielle, il est relâché en mai 2012 après plus de deux années d'emprisonnement.¹⁰ Depuis sa sortie de prison, Sarath Fonseka poursuit ses activités politiques.¹¹

2.3. Opposition politique faible

Au niveau national, l'opposition politique reste faible. Lors des élections législatives d'avril 2010, l'Alliance de la Liberté du Peuple Uni (*United People's Freedom Alliance* – UPFA) du président Mahinda Rajapaksa obtient une victoire écrasante en remportant 140 des 225 sièges de l'Assemblée.¹² L'unique revers politique auquel le gouvernement de Rajapaksa a dû faire face ces dernières années est la victoire claire de l'Alliance Nationale Tamoule¹³ (*Tamil National Alliance* – TNA) lors des élections de septembre 2013. En effet, malgré le fait que les trois phases du processus électoral du Conseil Provincial du Nord (la phase pré-électorale, la phase électorale et la phase postélectorale) aient été marquées par des incidents violents, des intimidations, des cas de corruption et des cas de harcèlement, l'Alliance Nationale Tamoule dont le principal parti politique est le *Ilankai Tamil Arasu Katchi* (ITAK) a remporté 78.48% des votes et a ainsi gagné 30 des 38 sièges du Conseil Provincial de la province Nord.¹⁴ Les relations entre le gouvernement central et le Conseil Provincial du

⁶ The Guardian, *Sri Lanka president Mahinda Rajapaksa wins election*, 27 January 2010, <http://www.guardian.co.uk/world/2010/jan/27/sri-lanka-election-lead-mahinda-rajakapasa> (12.03.2014).

⁷ Amnesty International, *La répression postélectorale au Sri Lanka monte d'un cran avec l'arrestation d'un dirigeant de l'opposition*, Communiqués de presse, 8 février 2010, <http://www.amnesty.org/fr/for-media/press-releases/arrest-sri-lankan-opposition-leader-escalates-post-election-repression-2> (12.03.2014).

⁸ Le Point, *Sri Lanka: l'ancien chef des armées Sarath Fonseka condamné à trois ans de prison*, 17 septembre 2010, http://www.lepoint.fr/monde/srilanka-l-ancien-chef-des-armees-sarath-fonseka-condamne-a-trois-ans-de-prison-17-09-2010-1237743_24.php (12.03.2014).

⁹ France24, *Sarath Fonseka, ex-chef des armées, condamné à trois ans de prison*, 18 novembre 2011, <http://www.france24.com/fr/20111118-sarath-fonseka-ancien-chef-armees-condamne-a-trois-ans-prison-sri-lanka-tamouls> (12.03.2014).

¹⁰ The Guardian, *Sri Lankan president orders release of Sarath Fonseka*, 20 May 2012, <http://www.theguardian.com/world/2012/may/20/sri-lankan-president-releases-rival> (12.03.2014).

¹¹ Colombo Gazette, *Fonseka's political party registered*, 1 April 2013, <http://colombogazette.com/2013/04/01/fonsekas-political-party-registered/> (12.03.2014).

¹² Le Monde, *Sri Lanka : large victoire du parti au pouvoir aux législatives*, 21 avril 2010, http://www.lemonde.fr/asia-pacifique/article/2010/04/21/sri-lanka-large-victoire-du-parti-au-pouvoir-aux-legislatives_1340452_3216.html (12.03.2014).

¹³ «The TNA, founded in 2001 with the LTTE's encouragement, was the ambiguous product of the Tigers' anti-politics: a political formation with no real autonomy and no right to dissent, but used by the LTTE to claim popular support. It was built from parties with quite different histories and relationships to the LTTE and the armed struggle. Some member parties – Tamil Eelam Liberation Organisation (TELO) and Eelam People's Revolutionary Liberation Front (EPRLF) – were ex-militant groups, former LTTE rivals but not opposed to violence. The TULF and the All Ceylon Tamil Congress (ACTC), on the other hand, were longstanding democratic parties; TULF members in particular were often uncomfortable with LTTE tactics and control. Some TNA politicians were genuinely supportive of the LTTE; others followed it under duress.» in: International Crisis Group, *Sri Lanka: Tamil politics and the quest for a political solution*, Crisis Group Asia Report N°239, 20 November 2012, www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/239-sri-lanka-tamil-politics-and-the-quest-for-a-political-solution.pdf (12.03.2014).

¹⁴ The Commonwealth, *Sri Lanka's Northern Provincial Council elections 2013: Preliminary findings*, 23 September 2013, <http://thecommonwealth.org/media/news/sri-lanka%E2%80%99s-northern-provincial-council-elections-2013-preliminary-findings> (12.03.2014); CaFFE, *Provincial Council elections Northern, Central and Northwestern Provinces September 21st, 2013: Final report*, 27 September 2013, <http://www.caffesrilanka.org/more-4a-8610-2.html> (12.03.2014);

Nord se sont très vite détériorées. Cette détérioration est notamment due à l'adoption, le 27 janvier dernier, par le Conseil Provincial du Nord d'une résolution demandant une enquête internationale sur les crimes de guerre qui auraient été commis dans le pays pendant le conflit armé.¹⁵ En janvier 2014, le parti politique *Jathika Hela Urumaya* (JHU), affilié à l'Alliance de la Liberté du Peuple Uni, a demandé à ce que le gouvernement dissolve le Conseil Provincial du Nord.¹⁶ De plus, certaines sources ont affirmé que le bureau du Gouverneur serait en train de préparer un rapport sur les possibilités de dissolution du Conseil Provincial du Nord à l'attention du président Rajapaksa.¹⁷

2.4. Politique de « cinghalisation » du Nord et l'Est

Depuis la fin de la guerre, des voix s'élèvent contre la « politique de cinghalisation du Nord et de l'Est » du pays par le gouvernement, c'est-à-dire l'installation de Cinghalais originaires du sud du pays dans ces régions avec le soutien actif du gouvernement et de l'armée.¹⁸ A titre illustratif, selon un article publié en février 2013 sur le site internet *Groundviews*, 2'500 familles cinghalaises (soit environ 6'000 personnes), originaires du Sud, auraient été installées dans un ancien village tamoul situé dans le district de Vavuniya. L'inauguration de ce « nouveau village » par M. Namal Rajapaksa (membre du Parlement et fils aîné du Président) et des moines bouddhistes aurait été organisée par l'armée. De nouvelles statues bouddhistes y auraient été construites tandis qu'un temple hindou dédié à *Vinayaka* aurait été détruit.¹⁹ A ces critiques, le gouvernement répond qu'il ne fait que permettre aux Cinghalais déplacés par la guerre de se réinstaller sur leurs terres. Dans une interview publiée par le *Daily Mirror* le 4 juillet 2013, Gotabaya Rajapaksa déclare qu'il est anormal que dans le Nord et l'Est du pays, les Cinghalais ne constituent pas la majorité de la population comme c'est le cas sur le reste du territoire national. L'intéressé défend cette

New York Times, *Tamils dominate vote in Sri Lanka province*, 21 September 2013, http://www.nytimes.com/2013/09/22/world/asia/tamils-dominate-vote-in-sri-lanka-province.html?_r=0 (12.03.2014);

BBC News, *Sri Lanka army « harassed Tamil voters », observers say*, 24 September 2013, <http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-24216995> (12.03.2014).

¹⁵ The Times of India, *Lanka's northern council backs international probe into war crimes*, 28 January 2014, <http://timesofindia.indiatimes.com/world/south-asia/Lankas-northern-council-backs-international-probe-into-war-crimes/articleshow/29484087.cms> (12.03.2014);

The Island, *AI tells India to back call for war crimes probe against SL*, 30 January 2014,

http://www.island.lk/index.php?page_cat=article-details&page=article-details&code_title=96916 (12.03.2014).

¹⁶ Colombo Gazette, *JHU wants NPC dissolved*, 30 January 2014, <http://colombogazette.com/2014/01/30/jhu-wants-npc-dissolved/> (12.03.2014);

Asian Mirror, *NPC resolution violates constitution – JHU demands dissolution of council*, 30 January 2014, <http://mail.asianmirror.com/english/index.php/news/18245-npc-resolution-violates-constitution-jhu-demands-dissolution-of-council> (03.02.2014);

The Sunday Leader, *Govt. needs to act on Northern Chief Minister's recommendations*, 23 February 2014, <http://www.thesundayleader.lk/2014/02/23/govt-needs-to-act-on-northern-chief-ministers-recommendations/> (12.03.2014).

¹⁷ The Sunday Times, *Geneva: Hard line at home, heart cry abroad*, 2 February 2014, <http://www.sundaytimes.lk/140202/columns/geneva-hard-line-at-home-heart-cry-abroad-81854.html> (12.03.2014).

¹⁸ International Crisis Group, *Sri Lanka's North I: The denial of minority rights*, Asia Report N°219, 16 March 2012, <http://www.crisisgroup.org/en/regions/asia/south-asia/sri-lanka/219-sri-lankas-north-i-the-denial-of-minority-rights.aspx> (12.03.2014).

The Sunday Leader, *Systematic Sinhhalisation in the North?*, 28 April 2013, <http://www.thesundayleader.lk/2013/04/28/systematic-sinhhalisation-in-the-north/> (12.03.2014).

Colombo Telegraph, *Northern Sinhhalisation: government to settle 500 Sinhala families in Mannar despite Muslim anger*, 17 August 2013, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/northern-sinhhalisation-government-to-settle-500-sinhala-families-in-mannar-despite-muslim-anger/> (12.03.2014);

The New Indian Express, *Fresh attempt at Sinhhalisation of Mannar region?*, 29 August 2013, http://newindianexpress.com/states/tamil_nadu/Fresh-attempt-at-Sinhhalisation-of-Mannar-region/2013/08/29/article1757078.ece (12.03.2014);

TamilNet, *Border division of Mannar district Sinhhalised*, 12 August 2013, <http://www.tamilnet.com/art.html?catid=79&artid=36552> (12.03.2014).

¹⁹ Groundviews, Watchdog, *State facilitated colonization of Northern Sri Lanka – 2013*, 19 September 2013, <http://groundviews.org/2013/09/19/state-facilitated-colonization-of-northern-sri-lanka-2013/> (12.03.2014).

thèse en arguant que les LTTE ont ethniquement nettoyé ces régions.²⁰ Cependant, les statistiques officielles du gouvernement montrent qu'en 1981, les Cinghalais étaient minoritaires dans les provinces du Nord et de l'Est.²¹ La « cinghalisation du Nord et de l'Est » du pays ne se limite pas à la réinstallation de familles cinghalaises dans les régions où elles sont minoritaires. Elle inclut également des changements de noms de rues ou de villages ainsi que la construction de statues bouddhistes, viharas et stupas.²²

3. Situation sécuritaire

La situation sécuritaire au Sri Lanka s'est, de manière générale, améliorée depuis la fin de la guerre. En effet, depuis mai 2009, les combats ont cessé et aucun attentat n'a été recensé.²³ En revanche, les mines anti-personnelles, les mines antichars et les munitions non-explosées n'ont pas encore été totalement éliminées.²⁴ Selon un rapport du *National Mine Action Center*, un total de 1'980'943'904 m² aurait été déminé depuis 2002. En décembre 2013, il restait encore 83'852'382 m² à déminer. Les districts les plus touchés sont Kilinochchi, Mullaitivu, Mannar et Batticaloa.²⁵ En 2013, 21 personnes ont été victimes d'incidents impliquant des mines anti-personnelles, des mines antichars ou des munitions non-explosées, pour la plupart (10 personnes) dans le district de Kilinochchi.²⁶

3.1. Présence de l'armée sur le territoire

L'armée sri lankaise est omniprésente dans les anciennes zones de conflit ainsi que dans la péninsule de Jaffna. La présence de l'armée ne se résume pas aux seules questions sécuritaires mais touche également tous les domaines de la vie civile. En effet, les militaires construisent des maisons, exploitent des fermes agricoles, gèrent des restaurants et des hôtels, vendent des légumes, etc. Ils jouent aussi un rôle important à tous les niveaux de

²⁰ Daily Mirror, *I deplore any form of extremism*, 4 July 2013, <http://www.dailymirror.lk/opinion/172-opinion/31838-i-deplore-any-form-of-extremism.html> (12.03.2014).

²¹ Ministry of Finance and Planning, Department of Census and Statistics, *Census of Population and Housing, Population Atlas of Sri Lanka 2012, map P1.4.2 Comparison of Ethnic Composition in 1981 and 2012 by Province*, http://www.statistics.gov.lk/PopHouSat/PopulationAtla_2012/02_ProvincialMaps/Map%20P1.4.2%20%20Comparison%20of%20Ethnic%20Composition%20in%201981%20and%202012%20by%20Province.pdf (12.03.2014).

²² The Social Architects, *Salt on old wounds: The systematic Sinhalization of Sri Lanka's North, East and Hill Country*, March 2012, http://www.scribd.com/fullscreen/86205026-Salt-on-Old-Wounds-by-TSA-The-Systematic-Sinhalization-of-Sri-Lanka-s-North-East-and-Hill-Country?access_key=key-3szuxcd2ta360nmtijl (12.03.2014);

M.A. Sumanthiran, *Situation report: North and East Sri Lanka*, paper tabled in the Sri Lankan parliament by the Tamil National Alliance, 21 October 2011, https://docs.google.com/file/d/0B0vgVMXCVudFNzE4YmJlM2MtZWZhOC00Nzc4LWJmNjUtM2NjMDRjNDU3ZDZj/edit?hl=en_US&pli=1 (12.03.2014).

²³ DFAE, *Conseils aux voyageurs*, <http://www.eda.admin.ch/eda/fr/home/travad/hidden/hidde2/srihan.html> (12.03.2014).

²⁴ USA IIP Digital, *Sri Lanka gets expertise in land mine removal*, 1 March 2013, <http://iipdigital.usembassy.gov/st/english/article/2013/03/20130301143598.html#axzz2dLxN2PHY> (12.03.2014);

Colombo Page, *Sri Lanka Minister, UK envoy discuss demining in North and CHOGM*, 22 August 2013, http://www.colombopage.com/archive_13B/Aug22_1377110105CH.php (12.03.2014);

National Mine Action Centre, Ministry of Economic Development, *Progress report on mine action as end of September 2013*, <http://slnmac.gov.lk/sites/default/files/Mine%20Action%20Progress%20Report%20As%20end%20of%20September%202013.pdf> (12.03.2014);

UNHCR, *A protection assessment of Sri Lanka internally displaced persons who have returned, relocated or are locally integrating (tool three), Data and Analysis*, June 2013.

²⁵ National Mine Action Centre, Ministry of Economic Development, *Annual progress report on national mine action programme – As at 31 December 2013*, http://slnmac.gov.lk/sites/default/files/Annual%20Progress%20Report%20on%20Mine%20Action%20Year%202013_1.pdf (12.03.2014).

²⁶ National Mine Action Centre, Ministry of Economic Development, *Annual progress report on national mine action programme – As at 31 December 2013*, http://slnmac.gov.lk/sites/default/files/Annual%20Progress%20Report%20on%20Mine%20Action%20Year%202013_1.pdf (12.03.2014).

l'administration civile, notamment par le biais de la nomination au poste de gouverneur des provinces du Nord et de l'Est d'anciens commandants militaires.²⁷ Lors d'une conférence de presse donnée le 31 août 2013 à Colombo, Mme Navi Pillay, Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, a déclaré être préoccupée par le degré d'implication de l'armée dans des domaines qui devraient relever de la compétence de l'administration civile, tels que l'éducation, l'agriculture ou le tourisme. Quatre années après la fin de la guerre, la prédominance et le niveau d'implication des soldats dans la communauté semblent, selon elle, beaucoup plus grands que ce qui est nécessaire pour atteindre des objectifs strictement militaires ou de reconstruction.²⁸ Face à de telles critiques, Gotabaya Rajapaksa (Secrétaire d'Etat à la Défense et frère du Président) continue à affirmer la nécessité de cette forte présence de l'armée sur le territoire.²⁹

- ²⁷ International Crisis Group, *Sri Lanka's North I: The denial of minority rights*, Asia Report N°219, 16 March 2012, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/219-sri-lankas-north-i-the-denial-of-minority-rights.pdf> (12.03.2014);
International Crisis Group, *Sri Lanka's authoritarian turn: The need for international action*, Asia Report N°243, 20 February 2013, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/243-sri-lankas-authoritarian-turn-the-need-for-international-action.pdf> (12.03.2014);
International Crisis Group, *Sri Lanka's North II: Rebuilding under the Military*, Asia Report N°220, 16 March 2012, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/220-sri-lankas-north-ii-rebuilding-under-the-military.pdf> (12.03.2014);
Minority Rights Group International, *Living with insecurity: Marginalization and sexual violence against women in north and east Sri Lanka*, 16 October 2013, <http://www.minorityrights.org/12117/press-releases/minority-women-in-sri-lanka-facing-increasing-levels-of-sexual-violence-and-insecurity.html> (12.03.2014);
Economic and Political Weekly, *Notes on the military presence in Sri Lanka's Northern Province*, vol. XLVII, no. 28, 14 July 2012, http://www.epw.in/system/files/pdf/2012_47/28/Notes_on_the_Military_Presence_in_Sri_Lankas_Northern_Province.pdf (12.03.2014);
Groundviews, *How credible are the latest official claims concerning troop reductions in Jaffna?*, 10 July 2012, <http://groundviews.org/2012/07/10/how-credible-are-the-latest-official-claims-concerning-troop-reductions-in-jaffna/> (12.03.2014);
Freedom House, *Freedom in the World 2013, Sri Lanka*, <http://www.freedomhouse.org/report/freedom-world/2013/sri-lanka> (12.03.2014);
BBC News, *Sri Lanka army opens travel wing*, 14 March 2011, http://www.bbc.co.uk/sinhala/news/story/2011/03/110314_army_travel_agency.shtml (12.03.2014);
BBC News, *Sri Lanka army becomes vegetable vendor as prices rise*, 7 January 2011, <http://www.bbc.co.uk/news/world-south-asia-12138540> (12.03.2014);
BBC News, *Sri Lanka army to run cricket stadiums*, 3 November 2011, <http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-15574128> (12.03.2014);
Tamilnet, *SLA opens « luxury » resort in occupied Tamil land*, 5 October 2010, <http://www.tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=32744> (12.03.2014);
Daily Mirror, *Army to build a five star hotel in Colombo*, 6 November 2011, <http://www.dailymirror.lk/news/14575-army-to-build-a-five-star-hotel-in-colombo.html> (12.03.2014);
Sri Lanka Campaign for Peace and Justice, *Thinking of visiting Sri Lanka? Think again*, <http://www.srilankacampaign.org/linkedbusinesses.htm> (12.03.2014);
The Global Mail, *The Brothers' grip*, 23 August 2013, <http://sri-lanka.theglobalmail.org/brothers-grip> (12.03.2014);
Lanka Business Online, *Sri Lanka military opens more hotels, creates resort brand*, 9 November 2012, <http://www.lankabusinessonline.com/news/sri-lanka-military-opens-more-hotels.-creates-resort-brand/369700485> (12.03.2014);
The Telegraph, *Sri Lanka criticised over « war tourism »*, 4 January 2013, <http://www.telegraph.co.uk/travel/travelnews/9779857/Sri-Lanka-criticised-over-war-tourism.html> (12.03.2014);
Centre for Policy Alternatives, *Topline survey report: Democracy in post-war Sri Lanka*, July 2011, <http://cpalanka.org/wp-content/uploads/2011/08/Democracy-in-Post-War-SL-Top-Line-Report.pdf> (12.03.2014);
Daily Mirror, *Company to be formed by Army to undertake projects*, 19 January 2012, <http://www.dailymirror.lk/news/16179-company-to-be-formed-by-army-to-undertake-projects.html> (12.03.2014).
- ²⁸ Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Opening remarks by UN High Commissioner for Human Rights Navi Pillay at a press conference during her mission to Sri Lanka Colombo, 31 August 2013*, <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=13673&LangID=E> (12.03.2014).
- ²⁹ Sri Lankan Defence Secretary, Gotabaya Rajapaksa, « *Sri Lanka's National Security Concerns* », lecture delivered at the Kotelawala Defence University, 13 June 2013, http://www.defence.lk/new.asp?fname=Sri_Lanka_National_Security_Concerns_20130613_08 (12.03.2014).

L'armée n'est pas uniquement impliquée dans les anciennes zones de conflit. En effet, le 1^{er} août 2013, à Weliveriya (environ 20 km au nord de Colombo), celle-ci a violemment réprimé une manifestation de villageois cinghalais demandant la fermeture d'une usine de gants de caoutchouc jugée responsable de la pollution de leur source d'eau potable ayant fait trois morts et de nombreux blessés. Les journalistes venus couvrir l'événement auraient, quant à eux, été victimes de pressions, d'intimidations et d'attaques de la part des militaires.³⁰

3.2. Checkpoints

Le nombre de checkpoints présents sur le territoire a nettement diminué depuis la fin de la guerre. Cependant, ces derniers n'ont pas totalement disparus. Lors de la dernière mission de l'ODM au Sri Lanka en décembre 2013, il a pu être observé que les checkpoints d'Elephant Pass et Omanthai continuent à être utilisés comme points de contrôle. Lors des déplacements effectués dans le cadre de la mission, des barrages routiers sur la péninsule de Jaffna et dans le Vanni ont aussi été constatés. De plus, certains de nos interlocuteurs ont affirmé que, dans les anciennes zones de conflit, l'armée installait des checkpoints pendant la nuit, ce qui était considéré comme une source d'insécurité par la population.

3.3. Observation, surveillance et enregistrement de la population dans le Nord et l'Est

L'observation, la surveillance et l'enregistrement de la population vivant dans le Nord et l'Est continuent.³¹ Depuis la fin de l'application de l'état d'urgence en août 2011, l'enregistrement des citoyens se baserait sur l'article 76 de l'ordonnance relative à la police.³² Ces

- ³⁰ CBC News, *1 dead, 15 wounded in Sri Lanka protest over clean water*, 2 August 2013, <http://www.cbc.ca/news/world/1-dead-15-wounded-in-sri-lanka-protest-over-clean-water-1.1350301> (12.03.2014); Sri Lanka Mirror, *Weliweriya death toll gone up to three*, 4 August 2013, <https://www.srilankamirror.com/news/9479-weliweriya-death-toll-gone-up-to-three> (12.03.2014); Reporters sans frontières, *Plusieurs journalistes agressés par des militaires en marge de manifestations environnementales*, 5 août 2013, http://fr.rsf.org/sri-lanka-plusieurs-journalistes-agresses-05-08-2013_45018.html (12.03.2014); The Sunday Times, *Woes of Weliweriya water war*, 4 August 2013, <http://www.sundaytimes.lk/130804/news/woes-of-weliweriya-water-war-55854.html> (12.03.2014); Colombo Telegraph, *Fight for clean water turns deadly: Army fires on Weliweriya demonstrators*, 1 August 2013, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/fight-for-clean-water-turns-deadly-army-fires-on-weliweriya-demonstrators/> (12.03.2014); Colombo Telegraph, *Credibility of army inquiry on Weliweriya killings?*, 22 August 2013, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/credibility-of-army-inquiry-on-weliweriya-killings/> (12.03.2014); Colombo Gazette, *HRC probe on Weliweriya*, 3 August 2013, <http://colombogazette.com/2013/08/03/hrc-probe-on-weliweriya/> (12.03.2014); The Island, *Security forces personnel fired in self defence – Govt.*, 6 August 2013, http://www.island.lk/index.php?page_cat=article-details&page=article-details&code_title=85290 (12.03.2014).
- ³¹ TamilNet, *STF collects details of exiled Tamils from Batticaloa*, 3 June 2011, <http://www.tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=34020> (12.03.2014); TamilNet, *Amidst renewed SL militarisation, Batticaloa village observes 24th year of massacre*, 28 May 2011, <http://www.tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=34005> (12.03.2014); TamilNet, *Forced registration in Batticaloa*, 3 April 2011, <http://www.tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=33755> (12.03.2014); M.A. Sumanthiran, *Situation report: North and East Sri Lanka*, paper tabled in the Sri Lankan parliament by the Tamil National Alliance, 21 October 2011, https://docs.google.com/file/d/0B0vgVMXCVudFNzE4YmJlM2MtZWZhOC00Nzc4LWJmNjUtM2NjMDRjNDU3ZDZj/edit?hl=en_US&pli=1 (12.03.2014); International Crisis Group, *Sri Lanka's North I: The denial of minority rights*, Asia Report N°219, 16 March 2012, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/219-sri-lankas-north-i-the-denial-of-minority-rights.pdf> (12.03.2014); International Crisis Group, *Sri Lanka's authoritarian turn: The need for international action*, Asia Report N°243, 20 February 2013, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/243-sri-lankas-authoritarian-turn-the-need-for-international-action.pdf> (12.03.2014); UNHCR, *A protection assessment of Sri Lanka internally displaced persons who have returned, relocated or are locally integrating (tool three)*, Data and Analysis, June 2013.
- ³² An Ordinance to provide for the establishment and regulation of a police force in Sri Lanka, 1866, <http://www.lawnet.lk/process.php?st=2001Y2V53C&hword=%27%27a&path=5> (12.03.2014).

informations ont été confirmées par les personnes rencontrées au Sri Lanka lors de la dernière mission de l'ODM en décembre 2013.

3.4. Prevention of Terrorism Act - PTA

Le 25 août 2011, le président Rajapaksa a annoncé la levée de l'état d'urgence instauré depuis le début de la guerre civile.³³ Cependant, la loi relative à la prévention du terrorisme (*Prevention of Terrorism Act – PTA*) reste en vigueur. De plus, cinq nouvelles réglementations ont été adoptées par le gouvernement en vertu de l'article 27 de la loi relative à la prévention du terrorisme.³⁴ En vertu de l'article 9 (1) de la PTA, une personne peut être mise en détention préventive pour une durée pouvant aller jusqu'à 18 mois maximum sur ordre du ministre lorsque celui-ci a des raisons de croire ou de soupçonner que la personne est liée ou suspectée d'être mêlée à une activité illégale. Conformément à l'article 9 (10) de cet acte, une décision rendue en vertu de l'article 9 est définitive et ne peut être remise en question par une cour ou un tribunal.³⁵ Ces dispositions violent les normes internationales, qui prescrivent que toute personne arrêtée ou détenue doit comparaître rapidement devant un juge, être jugée dans un délai raisonnable et être en mesure de contester la légalité de sa détention.³⁶

3.5. Les anciens groupes paramilitaires

Les activités des deux principaux anciens groupes paramilitaires (*Eelam People's Democratic Party – EPDP*, *Tamil Makkal Vidutalai Puligal – TMVP*) ont profondément changé ces dernières années. L'EPDP est aujourd'hui un parti politique affilié à l'alliance gouvernementale *United People's Freedom Alliance* et présidé par M. Douglas Devananda, qui est aussi « Ministre des Industries locales et du Développement des PME ». ³⁷ L'EPDP, sous la bannière de l'alliance UPFA, a obtenu 7 sièges lors des élections du Conseil Provincial du Nord en septembre 2013.³⁸ Depuis 2006, le TMVP créé par M. Vinayagamoorthi Muralitharan alias Colonel Karuna (ancien commandant en chef des LTTE)³⁹ est aussi un parti politique affilié à la coalition gouvernementale *United People's Freedom Alliance*. M. Vinayagamoorthi Muralitharan occupe, quant à lui, le poste de « Vice-Ministre de la Réinstallation »⁴⁰. A la fin de la guerre, ces groupes ont, entre autres, participé à la procédure de filtrage mise en place par les autorités pour séparer les anciens membres des LTTE des civils.⁴¹ A l'heure actuelle, l'utilité de ces groupes pour le gouvernement a nettement diminué, car l'armée contrôle désormais le Nord et l'Est du pays sans leur aide.

³³ Le Monde, *Le Sri Lanka lève l'état d'urgence en vigueur depuis 1983*, 25 août 2011, http://www.lemonde.fr/asia-pacifique/article/2011/08/25/le-sri-lanka-leve-l-etat-d-urgence-en-vigueur-depuis-1983_1563211_3216.html (12.03.2014).

³⁴ Ces nouvelles réglementations se trouvent sur : <http://documents.gov.lk/Extgzt/2011/aug04.htm> (12.03.2014).

³⁵ Parliament of The Democratic Socialist Republic of Sri Lanka, *Prevention of Terrorism (Temporary Provisions) Act No. 48 of 1979*, [Certified on 20 July 1979], http://www.satp.org/satporgtp/countries/shrilanka/document/actsandordinance/prevention_of_terrorism.htm (12.03.2014).

³⁶ REDRESS, *Torture in Asia: The law and practice*, July 2013, <http://www.refworld.org/docid/5232e4b24.html> (12.03.2014).

³⁷ Office of the Cabinet of Ministers, <http://www.cabinetoffice.gov.lk/cab/index.php?option=comcontent&view=article&id=23&Itemid=66&lang=en&nNo=513> (12.03.2014).

³⁸ Daily Mirror, *Provincial Council elections 2013 — results and preferential votes: Northern Province*, 26 September 2013, <http://www.dailymirror.lk/news/infographics/36078-provincial-council-elections-2013--results-and-preferential-votes-northern-province.html> (12.03.2014).

³⁹ Pour plus d'informations sur la création du TVMP voir : Organisation suisse d'aide aux réfugiés, *Sri Lanka: Les protagonistes tamouls du conflit*, 20 décembre 2007, http://www.fluechtlingshilfe.ch/pays-d-origine/asia/sri-lanka?set_language=fr (12.03.2014).

Paul Staniland, *Between a rock and a hard place: Insurgent fratricide, ethnic defection, and the rise of pro-State paramilitaries*, *Journal of Conflict Resolution*, 56:1, 2012, pp. 16-40, <http://jcr.sagepub.com/content/56/1/16.full.pdf> (12.03.2014).

⁴⁰ Site officiel du Ministry of Resettlement: http://resettlementmin.gov.lk/site/index.php?option=com_content&view=article&id=20&lang=en (12.03.2014).

⁴¹ United Nations, Office of the Secretary-General, *Report of the Secretary-General's panel of experts on accountability in Sri Lanka*, 31 March 2011, pp. 136-137, http://www.un.org/News/dh/infocus/Sri_Lanka/POE_Report_Full.pdf (12.03.2014).

Leur principale fonction semble être d'affaiblir la TNA et d'empêcher l'apparition d'une opposition politique sérieuse face à l'autorité gouvernementale. L'état de fait précité s'est vérifié lors de la campagne électorale pour le Conseil Provincial du Nord en septembre 2013 et lors de celle pour le Conseil Provincial de l'Est en septembre 2012.⁴² En outre, de nombreuses sources s'accordent à dire que l'EPDP et le TMVP sont impliqués dans des activités criminelles telles que des meurtres, des enlèvements, des cas d'extorsion, de harcèlement, d'abus sexuels, etc. L'ampleur de ce phénomène reste toutefois inconnue à ce jour.⁴³

4. Les anciens membres des LTTE

4.1. Réhabilitation des anciens membres des LTTE

A l'issue de la guerre, les personnes identifiées comme étant des anciens membres des LTTE ont été détenues dans des camps de réhabilitation⁴⁴ ou dans des prisons.⁴⁵ Compte tenu du fait que l'accès aux camps de réhabilitation a été refusé aux organisations internationales et non-gouvernementales, dont le CICR⁴⁶, ces dernières ne sont pas en mesure de fournir des informations quant au nombre total de personnes détenues dans les camps.⁴⁷ La consultation de différentes sources officielles permet de remarquer que celles-ci se contredisent. En effet, le nombre de personnes ayant été détenues dans ces camps varie entre 10'992 et 12'700 selon la provenance des informations.⁴⁸

⁴² International Crisis Group, *Sri Lanka's North I: The denial of minority rights*, Asia Report N°219, 16 March 2012, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/219-sri-lankas-north-i-the-denial-of-minority-rights.pdf> (12.03.2014).

⁴³ ColomboPage, *Sri Lanka's governing party coalition member blamed for rising crimes in Jaffna*, 20 January 2011, http://www.colombopage.com/archive_11/Jan20_1295535188CH.php (12.03.2014); Daily Mirror, *TNA blames EPDP for Jaffna crime wave*, 20 January 2011, <http://www.dailymirror.lk/news/9193-tna-blames-epdp-for-jaffna-crime-wave.html> (12.03.2014);

International Crisis Group, *Sri Lanka's North I: The denial of minority rights*, Asia Report N°219, 16 March 2012, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/219-sri-lankas-north-i-the-denial-of-minority-rights.pdf> (12.03.2014);

Sri Lanka Brief, *Suspected EPDP goons assault 59 year old news editor of Jaffna newspaper*, 31 July 2011, <http://www.srilankabrief.org/2011/07/suspected-epdp-goons-assault-59-year.html> (12.03.2014);

Reporters sans frontières, *Le rédacteur en chef du journal d'opposition Uthayan laissé pour mort après une violente agression à Jaffna*, 30 juillet 2011, <http://fr.rsf.org/sri-lanka-le-redacteur-en-chef-du-journal-d-30-07-2011,40719.html> (12.03.2014);

U.S. Department of State, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, *Country Reports on Human Rights Practices for 2012 Sri Lanka*, 19 April 2013,

<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2012humanrightsreport/index.htm#wrapper> (12.03.2014);

Immigration and Refugee Board of Canada, *Sri Lanka: The Tamil Makkal Viduthalai Pulikal (TMVP) and Karuna factions; their relationship with each other; reports concerning their treatment of Sinhalese and Tamil citizens; whether they are still active as paramilitary groups*, LKA103950.EF, 17 February 2012, <http://www.irb-cisr.gc.ca/Eng/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=453812> (12.03.2014).

⁴⁴ Dans ce rapport, le terme « camps de réhabilitation » se réfère aux camps mis en place et gérés par le Bureau du Commissaire Général pour la réhabilitation : <http://bcgr.gov.lk> (12.03.2014).

⁴⁵ International Commission of Jurists, *Beyond lawful constraints: Sri Lanka's mass detention of LTTE suspects*, September 2010, http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/28738E40D73D48AB492577AF000B5BD6-Full_Report.pdf (12.03.2014);

Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), *Sri Lanka: Continuing humanitarian concerns and obstacles to durable solutions for recent and longer-term IDPs*, 10 November 2009, <http://www.refworld.org/docid/4afa784b2.html> (12.03.2014).

⁴⁶ Le CICR a eu accès aux camps de réhabilitation seulement jusqu'au début juillet 2009. En 2013, le CICR a de nouveau obtenu l'autorisation de visiter les camps.

⁴⁷ International Commission of Jurists, *Beyond lawful constraints: Sri Lanka's mass detention of LTTE suspects*, September 2010, http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/28738E40D73D48AB492577AF000B5BD6-Full_Report.pdf (12.03.2014);

Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), *Sri Lanka: Continuing humanitarian concerns and obstacles to durable solutions for recent and longer-term IDPs*, 10 November 2009, <http://www.refworld.org/docid/4afa784b2.html> (12.03.2014).

⁴⁸ Asian Tribune, « The Elders statement on IDPs in Sri Lanka – Sadly outdated and inaccurate – Dr. Kohona », 5 December 2009, <http://www.asiantribune.com/news/2009/12/05/elders-statement-idps-sri-lanka-sadly-outdated-and-inaccurate-%E2%80%93-dr-kohona> (12.03.2014);

Selon les données publiées sur le site du Commissaire général pour la Réhabilitation en septembre 2013, 233 personnes seraient actuellement détenues dans les trois camps de réhabilitation encore ouverts. Ces valeurs correspondent aux informations fournies par le gouvernement à la Haut-commissaire aux droits de l'homme et publiées dans sa note verbale au Conseil des droits de l'homme datée de septembre 2013. En effet, selon ce rapport, 11'758 personnes auraient été réhabilitées et réintégrées dans la société et 234 anciens membres des LTTE seraient encore enfermés dans les camps de réhabilitation.⁴⁹

Certaines sources contredisent les chiffres officiels. Selon ces dernières, à la fin 2013, plus de 500 personnes seraient détenues dans les camps de réhabilitation. La majorité d'entre elles ne seraient pas des anciens membres des LTTE, mais des criminels de droit commun, des opposants au gouvernement, des membres de syndicats etc.⁵⁰ En outre, plus de 100 anciens membres des LTTE en seraient à leur deuxième séjour dans un camp de réhabilitation. Ils auraient, dans un premier temps, été libérées des camps de réhabilitation, puis à nouveau détenus dans ces mêmes camps.⁵¹

Il ressort donc de certaines sources que le gouvernement n'aurait pas utilisé les camps de réhabilitation uniquement pour les anciens cadres des LTTE. A titre illustratif, le 27 novembre 2012, les forces de sécurité ont tenté d'empêcher les étudiants de l'Université de Jaffna de commémorer la « Journée des Martyrs » (commémoration des personnes tuées pendant la guerre civile, établie par les LTTE).⁵² Le lendemain, les étudiants ont organisé une protestation silencieuse contre ces restrictions, au cours de laquelle ils ont été matraqués par l'unité de police anti-émeute. De plus, quatre d'entre eux ont été emmenés dans les bureaux du Département d'enquête sur le terrorisme (TID) pour interrogatoire, arrêtés en vertu de la Loi antiterroriste (*Prevention of Terrorism Act*), puis envoyés au centre de réhabilitation Wel-

The Hindu, *Former LTTE combatants rehabilitated*, 4 February 2011, <http://www.thehindu.com/news/international/%20article1155465.ece> (12.03.2014);

The Official Website of the Data and Information Unit of the Presidential Secretariat, *Govt allocates more funds for rehabilitation of ex-LTTE cadres*, 15 January 2013,

http://www.priu.gov.lk/news_update/Current_Affairs/ca201301/20130115govt_allocates_more_funds_rehabilitation.htm (12.03.2014);

Bureau of the Commissioner general for Rehabilitation, Ministry of Rehabilitation and prison reforms, *Mannar Rehab Centre closes*, 21 May 2013, <http://www.bcgr.gov.lk/news.php?id=244> (12.03.2014);

Ministry of Rehabilitation and Prison Reforms, *Rehabilitation*, March 2012,

http://reprimin.gov.lk/pdf/magazine_2012-03-23.pdf (12.03.2014);

Bureau of the Commissioner general for Rehabilitation, Ministry of Rehabilitation and prison reforms, *Rehabilitation of ex-child combatants*, <http://www.bcgr.gov.lk/child-intro.php> (12.03.2014);

Pacte international relatif aux droits civils et politiques, *Comité des droits de l'homme, Examen des rapports présentés par les États parties en vertu de l'article 40 du Pacte – Cinquième rapport périodique de l'État partie attendu en novembre 2007, Sri Lanka*, 31 janvier 2013, CCPR/C/LKA/5, http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CCPR%2FC%2FLKA%2F5&Lang=en (12.03.2014);

International Commission of Jurists, *Beyond lawful constraints: Sri Lanka's mass detention of LTTE suspects*, September 2010,

http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/28738E40D73D48AB492577AF000B5BD6-Full_Report.pdf (12.03.2014);

The Sunday Observer, *Businessmen, Tamil diaspora should help rehabilitation*, 28 February 2010, <http://www.sundayobserver.lk/2010/02/28/fea03.asp> (12.03.2014);

The Sunday Observer, *Rehabilitation, resettlement of ex-LTTEers, a success*, 9 October 2011, <http://www.sundayobserver.lk/2011/10/09/fea01.asp> (12.03.2014);

Rehabilitation of ex combatants the Sri Lankan model – Speech delivered by Maj Gen S Ranasinghe RWP RSP psc at the Defence Seminar 2012, 'Towards Lasting Peace and Stability' on 08th August 2012 to 10th August 2012 at Hotel Galadari, Colombo,

http://www.defence.lk/new.asp?fname=text_of_maj_gen_s_ranasinghe (12.03.2014).

⁴⁹ UN Human Rights Council, *Oral update of the High Commissioner for Human Rights on promoting reconciliation and accountability in Sri Lanka*, 25 September 2013, A/HRC/24/CRP.3/Rev.1,

http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session24/Documents/A-HRC-24-CRP-3-Rev1_en.doc (12.03.2014).

⁵⁰ Informations fournies à l'ambassade de Suisse à Colombo par une source crédible désirant garder l'anonymat.

⁵¹ Informations fournies à l'ambassade de Suisse à Colombo par une source crédible désirant garder l'anonymat.

⁵² Ceylon Today, *Karthikai Deepam – the birth of a prince*, 2 December 2012, <http://www.ceylontoday.lk/18442-print.html> (12.03.2014).

kanda. Deux d'entre eux ont été libérés le 22 janvier 2013, les deux autres le 12 février de la même année.⁵³

Un autre exemple récent est le cas de Mme Ananthi Sasitharan. Cette dernière est membre du parti l'*Ilankai Tamil Arasu Katchi* (ITAK – parti politique tamoul membre principal de la *Tamil National Alliance* – TNA) et la veuve de Sinnathurai Sivakumar alias Elilan, ancien chef politique des LTTE à Trincomalee disparu après s'être rendu à l'armée le 18 mai 2008. En septembre 2013, elle a été nommée membre du Conseil Provincial du Nord. En janvier 2014, plusieurs articles de journaux ont déclaré que le Ministère de la Défense serait en train de discuter la possibilité de réhabiliter Ananthi Sasitharan afin de l'empêcher de propager des sentiments séparatistes.⁵⁴ Dans ce cas précis, la réhabilitation ne serait pas basée sur les activités de la personne au sein des LTTE, mais sur les idées qu'elle exprime.

De nombreuses sources relatent le fait que les réhabilités ont été victimes de mauvais traitements et d'actes de torture lors des interrogatoires qu'ils ont subis dans les camps.⁵⁵ A titre illustratif, selon un rapport du Département d'Etat américain publié en avril 2013, des anciens combattants des LTTE libérés des centres de réhabilitation ont affirmé avoir été torturés ou avoir subi des mauvais traitements de la part d'agents gouvernementaux lors de leur séjour dans les camps de réhabilitation.⁵⁶ De plus, dans son rapport, Calleigh McRaith soutient qu'une majorité des personnes qu'elle a interviewées ont affirmé avoir été maltraitées pendant ces interrogatoires.⁵⁷

4.2. Après les camps de réhabilitation

A leur sortie des camps de réhabilitation, les anciens membres des LTTE font l'objet d'une surveillance de la part des autorités. En règle générale, ces personnes doivent régulièrement se présenter au poste de police, au camp militaire ou au Bureau des Affaires civiles de l'armée le plus proche. Cependant, ces mesures de surveillance ne sont pas identiques pour tous les réhabilités et varient d'un district à l'autre. De plus, les autorités gouvernementales (*Criminal Investigation Department* – CID, *Terrorist Investigation Department* – TID) visitent plus ou moins régulièrement le domicile ainsi que le lieu de travail des réhabilités pour y effectuer des vérifications et poser des questions à leur sujet. L'observation des personnes réhabilitées n'est pas niée par les autorités sri lankaises. A titre d'exemple, dans son discours délivré lors du séminaire sur la Défense de 2012, le major-général Sudantha

⁵³ Sri Lanka Campaign for Peace and Justice, *Tamil political prisoners in Sri Lanka*, March 2013, <http://blog.srilankacampaign.org/2013/03/tamil-political-prisoners-in-sri-lanka.html> (12.03.2014); International Crisis Group, *Sri Lanka's authoritarian turn: The need for international action*, Asia Report N°243, 20 February 2013, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/243-sri-lankas-authoritarian-turn-the-need-for-international-action.pdf> (12.03.2014).

⁵⁴ The Island, *MOD ponders rehabilitating NPC member Ananthi*, 14 January 2014, http://www.island.lk/index.php?page_cat=article-details&page=article-details&code_title=95913 (12.03.2014); Colombo Gazette, *Anandi cautions against arrest*, 15 January 2014, <http://colombogazette.com/2014/01/15/anandi-cautions-against-arrest/> (12.03.2014); Ceylon Today, *If I need to be rehabilitated so should all the Tamils – Sasitharan*, 18 January 2014, <http://www.ceylontoday.lk/51-53192-news-detail-if-i-need-to-be-rehabilitated-so-should-all-the-tamils-sasitharan.html> (12.03.2014).

⁵⁵ BBC News, « *Tamils still being raped and tortured* » in Sri Lanka, 9 November 2013, <http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-24849699> (12.03.2014).

BBC News, *BBC World News investigation reveals recent allegations of rape and torture in post-war Sri Lanka*, 7 November 2013, <http://www.bbc.co.uk/mediacentre/worldnews/our-world-sri-lanka.html> (12.03.2014);

Tamils Against Genocide, *Sri Lanka's « rehabilitation » of the Liberation Tigers of Tamil Eelam*, 1 January 2014, <http://www.tamilguardian.com/files/File/TAG%20Rehab%20report%20Feb2014/TAG%20Rehabilitation%20Report%20January%202014.pdf> (12.03.2014);

Human Rights Watch, *Legal Limbo – The uncertain fate of detained LTTE suspects in Sri Lanka*, February 2010, <http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/srilanka0210webwcover.pdf> (12.03.2014).

⁵⁶ U.S. Department of State, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, *Country Reports on Human Rights Practices for 2012 Sri Lanka*, 19 April 2013, <http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2012/humanrightsreport/index.htm#wrapper> (12.03.2014).

⁵⁷ Calleigh McRaith, *Arbitrary detention in post-conflict Sri Lanka*, Human Rights Study Project, University of Virginia School of Law, 11 May 2012, <http://humanrightsstudyproject.files.wordpress.com/2012/07/final-paper-arbitrary-detention-in-post-conflict-sri-lanka-1.pdf> (12.03.2014).

Ranasinghe⁵⁸ a déclaré qu'une surveillance étroite des réhabilités pour une durée minimum de six mois après leur réintégration au sein de la communauté est de la plus haute importance. Par conséquent, les forces de sécurité et les autorités policières locales surveillent personnellement chaque réhabilité réinséré. Cette surveillance est effectuée jusqu'au niveau local.⁵⁹ Ces informations ont été confirmées lors des entretiens menés lors de la mission de l'ODM au Sri Lanka en décembre 2013. La surveillance rendrait la réinsertion des réhabilités dans la société plus difficile.

Des cas de harcèlement et de mauvais traitements subis après la libération des camps de réhabilitation ont aussi été rapportés.⁶⁰ En avril 2013, le représentant de l'IOM au Sri Lanka aurait affirmé avoir reçu une douzaine de plaintes concernant des cas de harcèlement par les autorités à l'encontre de personnes libérées des camps de réhabilitation.⁶¹

Il existe aussi des rapports indiquant que certaines personnes réhabilitées (haut placées ou non au sein des LTTE) auraient été à nouveau arrêtées. Selon certaines sources, à la fin de l'année 2013, plus de 100 anciens membres des LTTE effectueraient leur deuxième séjour dans un camp de réhabilitation après une première libération.⁶² Le gouvernement justifie les arrestations de cadres réhabilités par la découverte d'informations supplémentaires quant à l'implication présumée de la personne concernée dans des actes terroristes.⁶³

5. La situation en matière de droits de l'homme

5.1. L'indépendance du pouvoir judiciaire

Le manque d'indépendance du pouvoir judiciaire sri lankais et le climat d'impunité qui règne dans le pays ont fait l'objet d'une multitude de rapports publiés par diverses organisations.⁶⁴ Dans sa résolution datée du 19 mars 2013, le Conseil des Droits de l'homme des Nations Unies s'est lui aussi dit : « *préoccupé par les informations persistantes faisant état [...] de menaces pesant sur l'indépendance de la magistrature et sur la primauté du droit.* »⁶⁵ Un exemple récent illustrant le manque d'indépendance de la justice est la destitution de Mme

⁵⁸ Commissioner General of Rehabilitation from 09.02.2010 to 15.08.2011.

⁵⁹ *Rehabilitation of ex combatants the Sri Lankan model* – Speech delivered by Maj Gen S Ranasinghe RWP RSP psc at the Defence Seminar 2012, « Towards Lasting Peace and Stability » on 08th August 2012 to 10th August 2012 at Hotel Galadari, Colombo, http://www.defence.lk/new.asp?fname=text_of_maj_gen_s_ranasinghe (12.03.2014).

⁶⁰ Informations fournies à l'ambassade de Suisse à Colombo par une source crédible désirant garder l'anonymat.

⁶¹ The Australian, *Tamils flee for cash, not from harm*, 13 April 2013, <http://www.theaustralian.com.au/national-affairs/tamils-flee-for-cash-not-from-harm/story-fn59niix-1226619501732#> (12.03.2014).

⁶² Informations fournies à l'ambassade de Suisse à Colombo par une source crédible désirant garder l'anonymat.

⁶³ U.S. Department of State, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, *Country Reports on Human Rights Practices for 2012 Sri Lanka*, 19 April 2013, <http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2012humanrightsreport/index.htm#wrapper> (12.03.2014); Australian Government, Department of Foreign Affairs and Trade, *Country Information Report, Sri Lanka*, 31 July 2013, <https://www.immi.gov.au/media/publications/pdf/dfat-cir-sri-lanka.pdf> (12.03.2014); General Assembly, Human Rights Council, *Report of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights on advice and technical assistance for the Government of Sri Lanka on promoting reconciliation and accountability in Sri Lanka*, A/HRC/22/38, 11 February 2013, http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session22/A-HRC-22-38_en.pdf (12.03.2014).

⁶⁴ International Crisis Group, *Sri Lanka's judiciary: Politicised courts, compromised rights*, Asia Report No. 172, 30 June 2009, [http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/172_sri_lankas_judiciary_politicised_courts_compromised_rights.pdf](http://www.crisisgroup.org/~/media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/172_sri_lankas_judiciary_politicised_courts_compromised_rights.pdf) (12.03.2014); International Bar Association, *Justice in retreat: A report on the independence of the legal profession and the rule of law in Sri Lanka*, May 2009, <http://www.ibanet.org/Document/Default.aspx?DocumentUid=C7793247-1498-409F-83D0-75B3DFD107C7> (12.03.2014); International Commission of Jurists, *Authority without accountability, the crisis of impunity in Sri Lanka*, November 2012, <http://icj.wpenline.netdna-cdn.com/wp-content/uploads/2012/10/SRI-LANKA-IMPUNITY-REPORT-NOV-12-FINAL.pdf> (12.03.2014).

⁶⁵ Assemblée Générale des Nations Unies, Conseil des droits de l'homme, projet de résolution, *Favoriser la réconciliation et l'établissement des responsabilités à Sri Lanka*, A/HRC/22/L.1/Rev.1, 19 mars 2013, http://ap.ohchr.org/documents/F/HRC/d_res_dec/A_HRC_22_L1_Rev1.doc (12.03.2014).

Shirani Bandaranayake, 43^{ème} Présidente de la Cour Suprême du Sri Lanka et son remplacement par un proche du Président, M. Mohan Peiris; ce malgré un jugement de la Cour Suprême déclarant le processus de destitution illégal.⁶⁶

5.2. Liberté d'opinion et d'expression

En 2013, de nombreuses sources se sont inquiétées de la situation en matière de liberté de la presse. A titre illustratif, lors d'une conférence de presse donnée le 31 août 2013 à Colombo, Mme Navi Pillay a déclaré que « *Freedom of expression is under a sustained assault in Sri Lanka*. ». Elle rappelle aussi que depuis 2005, plus de 30 journalistes auraient été tués au Sri Lanka.⁶⁷ Selon le Comité pour la Protection des Journalistes, entre 2007 et 2012, 23 journalistes sri lankais se seraient exilés.⁶⁸ Le 5 septembre 2013, le *International Press Institute* a, lui aussi, exprimé sa préoccupation face aux récentes attaques contre des journalistes ainsi que la détérioration générale en matière de liberté de la presse.⁶⁹ De son côté, en 2013, *Reporters sans frontières* a qualifié la situation en matière de liberté de la presse comme étant très grave et classe le Sri Lanka au 163^{ème} rang sur 179 pays.⁷⁰

De nombreuses sources relatent également la répression continue des autorités envers la dissidence, telles que les défenseurs des droits de l'homme, les activistes politiques, les syndicalistes, les journalistes de médias indépendants, les avocats de la défense, et les membres d'ONGs, etc.⁷¹ Les personnes qui défendent les droits de l'homme, documentent les violations et expriment leur désaccord sous quelque forme que ce soit, tant au niveau international que local, ont été qualifiées de traîtres et de terroristes par les autorités.⁷² Dans

⁶⁶ International Bar Association, *A crisis of legitimacy: The impeachment of Chief Justice Bandaranayake and the erosion of the rule of law in Sri Lanka*, A report of the International Bar Association's Human Rights Institute, April 2013, <http://www.ibanet.org/Document/Default.aspx?DocumentUid=F4E48C69-F851-459E-8681-2E5FC50C61BC> (12.03.2014);

Reuters, *Sri Lanka's Rajapaksa removes Chief Justice after impeachment*, 13 January 2013, <http://in.reuters.com/article/2013/01/13/srilanka-impeachment-idINDEE90C05R20130113> (12.03.2014).

UN News Service, *UN independent expert concerned over reports of intimidation of judges in Sri Lanka*, 14 November 2012 (31 December 2012), <http://www.un.org/apps/news/story.asp/html/story.asp?NewsID=43859&Cr=Sri%20Lanka&Cr1=#.UmozNTFoJEs> (12.03.2014);

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Press briefing notes on Mali, Sri-Lanka, Zimbabwe and Iran*, 18 January 2013,

<http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=12936&LangID=E> (12.03.2014).

⁶⁷ Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Opening remarks by UN High Commissioner for Human Rights Navi Pillay at a press conference during her mission to Sri Lanka Colombo*, 31 August 2013, <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=13673&LangID=E> (12.03.2014).

⁶⁸ Committee to Protect Journalists, Sri Lanka, <http://www.cpj.org/2013/02/attacks-on-the-press-in-2012-sri-lanka.php> (12.03.2014).

⁶⁹ The International Press Institute, *IPI concerned by declining press freedom in Sri Lanka*, 7 September 2013, <http://www.freemedia.at/home/singleview/article/ipi-concerned-by-declining-press-freedom-in-sri-lanka.html> (12.03.2014).

⁷⁰ Reporters sans frontières, *Classement mondial 2013*, <http://fr.rsf.org/press-freedom-index-2013,1054.html> (12.03.2014).

⁷¹ Centre d'actualité des Nations Unies, *Sri Lanka : l'ONU dénonce le harcèlement de défenseurs des droits de l'homme*, 23 mars 2012, <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=27855#.Ume9hDFoJEs> (12.03.2014);

New York Times, *Move at U.N. on carnage in Sri Lanka sets off fury*, 19 March 2012,

http://www.nytimes.com/2012/03/20/world/asia/un-panel-seeks-vote-on-carnage-in-sri-lanka.html?_r=0 (12.03.2014);

UN News Centre, *Senior UN official warns against harassing Sri Lankan human rights defenders*, 23 March 2012, <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=41617#.Umo0YTfoJEs> (12.03.2014);

Assemblée Générale des Nations Unies, Conseil des droits de l'homme, Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, *Compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, conformément au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil des droits de l'homme Sri Lanka*, A/HRC/WG.6/14/LKA/2, 13 août 2012, <http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opensslpdf.pdf?reldoc=y&docid=506d45a92> (12.03.2014);

⁷² Networking for Rights in Sri Lanka (NfR), INFORM Human Rights Documentation Centre, Free Media Movement, Sri Lanka (FMM), *NGO Submission, Universal Periodic Review – second cycle on Sri Lanka (14th UPR Working Group – Oct / Nov. 2012): human rights defenders, freedom of assembly, freedom of association and dissent in Sri Lanka*, 23 April 2012, <https://nfrsrilanka.files.wordpress.com/2012/06/nfr-sri-lanka-joint-upr->

sa résolution datée du 19 mars 2013, le Conseil des droits de l'homme a lui aussi exprimé sa préoccupation à ce propos.⁷³

5.3. La liberté de réunion et d'association pacifiques

De nombreuses critiques ont été émises quant au fait que, depuis avril 2010, le *National Secretariat for Non Governmental Organizations*, en charge de s'assurer que toutes les ONGs qui travaillent au Sri Lanka soient enregistrées et qu'elles fonctionnent dans le cadre des politiques gouvernementales, est subordonné au Ministère de la Défense.⁷⁴ Selon un rapport soumis par des ONGs sri lankaises dans le cadre de l'Examen Périodique Universel de 2012, de nombreuses ONGs, en particulier au niveau local, sont souvent visitées par les agents de renseignement qui interrogent les membres du personnel sur leur travail et le financement de l'ONG, semant la peur et l'insécurité parmi ces derniers.⁷⁵ De plus, en septembre 2013, Mme Navi Pillay, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, a partagé avec le Conseil des droits de l'homme les graves préoccupations de la société civile concernant le transfert en avril 2010 des fonction d'enregistrement, de vérification et de contrôle de toutes les ONG à l'échelle nationale à un secrétariat relevant du Ministère de la Défense. La Haut-commissaire a exhorté le gouvernement à placer le « Secrétariat ONG » sous la compétence d'un ministère civil.⁷⁶

La grande majorité des interlocuteurs rencontrés lors de la mission de l'ODM au Sri Lanka en décembre 2013 ont affirmé que les activités ainsi que les membres du personnel des ONGs nationales et internationales et des agences des Nations Unies font l'objet d'une surveillance de la part des autorités militaires et policières et ce sur tout le territoire national et non pas uniquement dans les anciennes zones de conflit.⁷⁷

Ces dernières années, les opposants au gouvernement participant à des réunions pacifiques ont été attaqués, arrêtés, menacés, empêchés de participer et soumis à une surveillance intimidante des autorités. La situation en matière de liberté de réunion serait pire dans la province du Nord, même si des atteintes auraient aussi été signalées à Colombo ainsi que dans le sud et le centre du pays.⁷⁸ A titre illustratif, le 12 novembre 2013, environ 200

[submission-sri-lanka-nov-2012-defenders-freedom-of-assembly-freedom-of-association-and-dissent.pdf](#) (06.04.2014);

FIDH, *The difficult situation of human rights defenders in Sri Lanka, NGO report – 2nd Universal Periodic Review of Sri Lanka (November 2012) – Submitted by the Observatory for the Protection of Human Rights Defenders, a joint programme of the International Federation for Human Rights (FIDH) and the World Organisation Against Torture (OMCT)*, 16 November 2012, <http://www.fidh.org/en/asia/sri-lanka/The-difficult-situation-of-human-12453> (06.04.2014).

⁷³ Assemblée Générale des Nations Unies, Conseil des droits de l'homme, projet de résolution, *Favoriser la réconciliation et l'établissement des responsabilités à Sri Lanka*, A/HRC/22/L.1/Rev.1, 19 mars 2013, http://ap.ohchr.org/documents/F/HRC/d_res_dec/A_HRC_22_L1_Rev1.doc (12.03.2014).

⁷⁴ National Secretariat for Non Governmental Organizations official website: http://www.ngosecretariat.gov.lk/web/index.php?option=com_content&view=article&id=46&Itemid=27&lang=en (12.03.2014).

⁷⁵ Networking for Rights in Sri Lanka (NfR), INFORM Human Rights Documentation Centre, Free Media Movement, Sri Lanka (FMM), *NGO Submission, Universal Periodic Review – second cycle on Sri Lanka (14th UPR Working Group – Oct / Nov. 2012): human rights defenders, freedom of assembly, freedom of association and dissent in Sri Lanka*, 23 April 2012, <https://nfrsri.lanka.files.wordpress.com/2012/06/nfr-sri-lanka-joint-upr-submission-sri-lanka-nov-2012-defenders-freedom-of-assembly-freedom-of-association-and-dissent.pdf> (06.04.2014).

⁷⁶ UN Human Rights Council, *Oral update of the High Commissioner for Human Rights on promoting reconciliation and accountability in Sri Lanka*, 25 September 2013, A/HRC/24/CRP.3/Rev.1, http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session24/Documents/A-HRC-24-CRP-3-Rev1_en.doc (12.03.2014).

⁷⁷ Interviews avec des membres d'ONGs nationales et internationales ainsi que des représentants d'organisations internationales menés entre le 10 et le 20 décembre 2013 à Jaffna, Kilinochchi, Trincomalee, Vavuniya et Colombo.

⁷⁸ General Assembly, Human Rights Council, *Written statement submitted by the International Movement against all Forms of Discrimination and Racism (IMADR), a non-governmental organization in special consultative status*, A/HRC/23/NGO/28, 17 May 2013, <http://omiusajpic.org/files/2013/06/HRC-23-May-2013-Written-Statement-Freedom-of-Assembly-IMADR-17May2013.pdf> (12.03.2014); Networking for Rights in Sri Lanka (NfR), INFORM Human Rights Documentation Centre, Free Media Movement, Sri Lanka (FMM), *NGO Submission, Universal Periodic Review – second cycle on Sri Lanka (14th UPR*

membres des familles de personnes disparues pendant ou après la guerre ont tenté de se rendre à Colombo pour manifester en marge du sommet des chefs d'Etat du Commonwealth. Elles en ont été empêchées par le gouvernement.⁷⁹

5.4. Les droits des femmes

Les stéréotypes liés aux genres, notamment ceux relatifs aux rôles, aux responsabilités et à l'identité persistent dans beaucoup de domaines, tels que le marché du travail, les prises de décisions, la propriété foncière, l'enseignement, le harcèlement sexuel, les violences domestiques, etc. Dans toutes ces sphères, les femmes et les filles sri lankaises sont, en effet, désavantagées et ont un statut inégal par rapport à celui de leurs compatriotes masculins.⁸⁰ Bien qu'en 1960, le Sri Lanka ait été le premier pays au monde à avoir élu démocratiquement une femme à la tête de son gouvernement, la représentation des Sri Lankaises dans les institutions politiques du pays en 2013 reste faible. De plus, la majorité des femmes actuellement en fonction dans les organes politiques élus appartiennent à la communauté cinghalaise.⁸¹

Les estimations quant au nombre de veuves et de femmes se retrouvant à la tête de leur famille dans le Nord et l'Est du pays varient selon les sources consultées, entre 59'000 et 89'000.⁸² En outre, le Ministère du développement de l'enfant et de la condition de la femme

Working Group – Oct / Nov. 2012): human rights defenders, freedom of assembly, freedom of association and dissent in Sri Lanka, 23 April 2012, <https://nfrsrilanka.files.wordpress.com/2012/06/nfr-sri-lanka-joint-upr-submission-sri-lanka-nov-2012-defenders-freedom-of-assembly-freedom-of-association-and-dissent.pdf> (06.04.2014);

Sunday Island, *Police commando ASP grilled over Chilaw killing – SLA denies involvement*, 16 February 2012, http://www.island.lk/index.php?page_cat=article-details&page=article-details&code_title=45434 (12.03.2014);

Groundviews, *Police detains families of disappeared from Northern Sri Lanka and prevents peaceful protest and petition to the UN*, 5 March 2013, <http://groundviews.org/2013/03/07/police-detains-families-of-disappeared-from-northern-sri-lanka-and-prevents-peaceful-protest-and-petition-to-the-un/> (12.03.2014);

Asian Human Rights Commission, *Sri Lanka: The recent suppression of Tamil voice at Vavuniya*, 9 March 2013, <http://www.humanrights.asia/news/ahrc-news/AHRC-ART-027-2013> (12.03.2014).

⁷⁹ BBC News, *Tamils stopped en route to Colombo before Commonwealth summit*, 13 November 2013, <http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-24922934> (12.03.2014);

The Telegraph, *Sri Lanka moves to quell protests before Commonwealth summit*, 13 November 2013, <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/asia/srilanka/10447428/Sri-Lanka-moves-to-quell-protests-before-Commonwealth-summit.html> (12.03.2014).

⁸⁰ Committee on the Elimination of Discrimination against Women, *Concluding observations of the Committee on the Elimination of Discrimination against Women*, CEDAW/C/LKA/CO/7, 4 February 2011, <http://www2.ohchr.org/english/bodies/cedaw/docs/co/CEDAW-C-LKA-CO-7.pdf> (12.03.2014).

⁸¹ Women and Media Collective, *Sri Lanka Shadow Report to the Committee on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women*, July 2010, http://www2.ohchr.org/english/bodies/cedaw/docs/ngo/WMD_SriLanka48.pdf (12.03.2014);

United Kingdom Foreign & Commonwealth Office, *Human Rights and Democracy: the 2010 Foreign & Commonwealth Office Report*, March, <http://s3-eu-west-1.amazonaws.com/htcdn/Human-Rights-and-Democracy-The-2010-Foreign-Commonwealth-Report.pdf> (12.03.2014);

The Sunday Times, *Just 10 women in Parliament – a disappointing showing*, 11 April 2010, http://sundaytimes.lk/100411/News/nws_17.html#top (12.03.2014);

Women in national Parliaments, <http://www.ipu.org/wmn-e/classif.htm> (12.03.2014);

The Sunday Leader, *Women in Sri Lanka need allies in the new Parliament*, 21 March 2010, <http://www.thesundayleader.lk/?p=9633> (12.03.2014),

Committee on the Elimination of Discrimination against Women, *Concluding observations of the Committee on the Elimination of Discrimination against Women*, CEDAW/C/LKA/CO/7, 4 February 2011, <http://www2.ohchr.org/english/bodies/cedaw/docs/co/CEDAW-C-LKA-CO-7.pdf> (12.03.2014).

⁸² Daily Mirror, *89,000 war widows*, 29 September 2010, <http://www.dailymirror.lk/news/6838-89000-war-widows.html> (12.03.2014);

Women and Media Collective, *Sri Lanka Shadow Report to the Committee on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women*, July 2010, http://www2.ohchr.org/english/bodies/cedaw/docs/ngo/WMD_SriLanka48.pdf (12.03.2014);

Government of Sri Lanka, United Nations & Partners, *Joint Plan for Assistance for the Northern Province 2011*,

[http://ochadms.unog.ch/quickplace/cap/main.nsf/h_Index/2011_SriLanka_JPfANP/\\$FILE/2011_SriLanka_JPfANP_SCREEN.pdf?openElement](http://ochadms.unog.ch/quickplace/cap/main.nsf/h_Index/2011_SriLanka_JPfANP/$FILE/2011_SriLanka_JPfANP_SCREEN.pdf?openElement) (12.03.2014);

IRIN, *Sri Lanka: Women take over as breadwinners in North*, 9 September 2010, <http://www.irinnews.org/report.aspx?reportid=90429> (12.03.2014)

a affirmé qu'il estimait qu'il devait y avoir également un nombre substantiel de femmes se retrouvant seules à la tête de leur famille dans les autres parties du pays et qu'il était en train de les recenser.⁸³ En effet, on dénombre également des dizaines de milliers de femmes cinghalaises (particulièrement dans les villages frontalières au Nord et à l'Est et partout dans le Sud) qui ont perdu des maris, des frères et des fils pendant la guerre et lors des soulèvements du *Janatha Vimukthi Peramuna* (JVP)⁸⁴ et sont maintenant à la tête de ménages.⁸⁵ La situation sécuritaire de ces femmes seules reste précaire.⁸⁶ De plus, elles ont peu d'opportunités de trouver un emploi ou une activité génératrice de revenu.⁸⁷

Au Sri Lanka, l'accès des femmes aux commissariats de police reste limité.⁸⁸ Le gouvernement a mis en place des bureaux d'accueil réservés aux femmes (*women's desk*) dans les commissariats de police. Cependant, compte tenu du sous-effectif auquel doivent faire face les commissariats, il y a dans la plupart des cas peu de femmes policières dans ces bureaux. Les postes de police continuent, en effet, à être majoritairement composés d'hommes.⁸⁹ En outre, dans le Nord, ces bureaux sont souvent gérés par des personnes parlant cinghalais alors que la majorité des plaignantes ne parlent que le tamoul.⁹⁰ De nombreux cas de violences sexuelles dans les commissariats de police ont aussi été rapportés.⁹¹

International Crisis Group, *Sri Lanka: Women's insecurity in the North and East*, Asia Report N°217, 20 December 2011, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/217%20Sri%20Lanka%20-%20Womens%20Insecurity%20in%20the%20North%20and%20East%20KO.pdf> (12.03.2014);

Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), *Rapport de mission en République démocratique et socialiste de Sri Lanka (13 au 27 mars 2011)*, septembre 2011, http://www.ofpra.gouv.fr/documents/misSLK_2011.pdf (12.03.2014).

⁸³ *Report of the Commission of Inquiry on Lessons Learnt and Reconciliation*, November 2011, <http://www.defence.lk/news/pdf/FINAL-LLRC-REPORT.pdf> (12.03.2014).

⁸⁴ Parti politique du Sri Lanka : Janatha Vimukthi Peramuna (*People's Liberation Front*).

⁸⁵ International Crisis Group, *Sri Lanka: Women's insecurity in the North and East*, Asia Report N°217, 20 December 2011, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/217%20Sri%20Lanka%20-%20Womens%20Insecurity%20in%20the%20North%20and%20East%20KO.pdf> (12.03.2014).

⁸⁶ Minority Rights Group, *Living with insecurity: Marginalization and sexual violence against women in north and east Sri Lanka*, 16 October 2013, <http://www.minorityrights.org/12119/reports/living-with-insecurity-marginalization-and-sexual-violence-against-women-in-north-and-east-sri-lanka.html> (12.03.2014);

International Crisis Group, *Reconciliation in Sri Lanka: Harder than ever*, Asia Report N°209, 18 July 2011, <http://www.crisisgroup.org/en/regions/asia/south-asia/sri-lanka/209-reconciliation-in-sri-lanka-harder-than-ever.aspx> (12.03.2014).

⁸⁷ Minority Rights Group International, *No war, no peace: the denial of minority rights and justice in Sri Lanka*, 19 January 2011, http://responsibilitytoprotect.org/MRG_SriLanka_FINAL.pdf (12.03.2014);

Minority Rights Group International, *Living with insecurity: Marginalization and sexual violence against women in north and east Sri Lanka*, 16 October 2013, <http://www.minorityrights.org/12119/reports/living-with-insecurity-marginalization-and-sexual-violence-against-women-in-north-and-east-sri-lanka.html> (12.03.2014).

⁸⁸ Sri Lanka NGO Collective, *Joint Alternative Report from the Sri Lanka NGO Collective to the Committee Against Torture*, 14 October 2011, http://www2.ohchr.org/english/bodies/cat/docs/ngos/NGOCollective_SriLanka47.pdf (12.03.2014);

Asian Human Rights Commission, *The State of Human Rights in Sri Lanka in 2010*, AHRC-SPR-010-2010, 2010, <http://www.humanrights.asia/resources/hrreport/2010/AHRC-SPR-010-2010.pdf> (12.03.2014);

Daily Mirror, *Domestic violence: Facts, legislation and reality*, 25 February 2011, <http://print2.dailymirror.lk/opinion1/36611.html> (12.03.2014).

⁸⁹ Sri Lanka NGO Collective, *Joint Alternative Report from the Sri Lanka NGO Collective to the Committee Against Torture*, 14 October 2011, http://www2.ohchr.org/english/bodies/cat/docs/ngos/NGOCollective_SriLanka47.pdf (12.03.2014);

Asian Human Rights Commission, *The State of Human Rights in Sri Lanka in 2010*, AHRC-SPR-010-2010, 2010, <http://www.humanrights.asia/resources/hrreport/2010/AHRC-SPR-010-2010.pdf> (12.03.2014).

⁹⁰ Sri Lanka NGO Collective, *Joint Alternative Report from the Sri Lanka NGO Collective to the Committee Against Torture*, 14 October 2011, http://www2.ohchr.org/english/bodies/cat/docs/ngos/NGOCollective_SriLanka47.pdf (12.03.2014);

Asian Human Rights Commission, *The State of Human Rights in Sri Lanka in 2010*, AHRC-SPR-010-2010, 2010, <http://www.humanrights.asia/resources/hrreport/2010/AHRC-SPR-010-2010.pdf> (12.03.2014).

⁹¹ Human Rights Watch, « *We will teach you a lesson* », *Sexual violence against Tamils by Sri Lankan Security Forces*, February 2013, http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/srilanka0213webwcover_0.pdf (12.03.2014).

5.5. La liberté de croyance

Ces dernières années, de nombreuses sources ont mentionné leur inquiétude face à l'augmentation des tensions religieuses au Sri Lanka.⁹² En 2013, le *Secretariat for Muslims* (SFM) a dénombré 284 incidents (attaques, menaces, harcèlement, incitations à la haine, etc.) contre des membres de la population musulmane ou contre des biens leur appartenant.⁹³ Selon la *National Christian Evangelical Alliance of Sri Lanka* (NCEASL) entre janvier et septembre 2013, 103 attaques contre des églises chrétiennes ou des pasteurs auraient été rapportées.⁹⁴ Dans son exposé au Conseil des droits de l'homme de septembre 2013, Mme Navi Pillay, Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, a déclaré être inquiète face à la récente recrudescence d'incitations à la haine et à la violence contre les minorités religieuses, en particulier la minorité musulmane. Depuis son retour du Sri Lanka, qu'elle a visité en août 2013, elle aurait reçu des informations concernant 227 cas d'attaques, menaces et incitations à la haine contre la communauté musulmane, qui se seraient produites entre janvier et juillet 2013. Dans son exposé elle déclare que les interlocuteurs gouvernementaux, qu'elle a rencontrés lors de sa visite au Sri Lanka, ont semblé minimiser ces faits et même blâmer les communautés minoritaires. La Haut-commissaire aurait entendu des témoignages troublants de cas de patronage ou de protection accordée à certains groupes extrémistes par le gouvernement. Elle a aussi déclaré accueillir favorablement les déclarations du président suite à sa visite affirmant la nécessité de tolérance religieuse et recommande au Président et au gouvernement sri lankais d'envoyer le signal le plus fort possible de tolérance zéro envers de tels actes tout en veillant à ce que les responsables, qui seraient dans de nombreux cas facilement identifiables, soient punis.⁹⁵

5.6. Les disparitions forcées

Des cas de disparitions forcées continuent à être relatés, même si leur nombre semble avoir clairement diminué. Les personnes les plus susceptibles d'être enlevées par des *White Vans* semblent être les militants des droits de l'homme, les activistes politiques et les personnes qui se montrent ouvertement critiques vis-à-vis du gouvernement et de l'armée; les personnes fortunées ou soupçonnées de l'être; de même que certains membres des réseaux du crime organisé.⁹⁶ Parmi les victimes se trouvent des Cingalais, des Tamouls et des

⁹² The Sunday Leader, *Karu fears religious tensions*, 15 November 2013, <http://www.thesundayleader.lk/2013/09/15/karu-fears-religious-tensions/> (12.03.2014); Colombo Telegraph, *Sri Lanka besieged by religious conflict*, 3 November 2013, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/sri-lanka-besieged-by-religious-conflict/> (12.03.2014); Colombo Page, *A new Buddhist council to formulate a national plan to end religious tension in Sri Lanka*, 11 September 2013, http://www.colombopage.com/archive_13B/Sep11_1378907672JV.php (12.03.2014); Colombo Telegraph, *On escalation of religious tensions in Sri Lanka*, 13 September 2013, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/on-escalation-of-religious-tensions-in-sri-lanka/> (12.03.2014); Colombo Page, *Religious tension further spreading in Sri Lanka*, 13 August 2013, http://www.colombopage.com/archive_13B/Aug13_1376337284CH.php (12.03.2014); Global Post, *Assault on mosque revives Sri Lanka religious tensions*, 10 August 2013, <http://www.globalpost.com/dispatch/news/afp/130810/assault-mosque-revives-sri-lanka-religious-tensions> (12.03.2014); United States Department of State, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, *International Religious Freedom Report for 2012*, 20 May 2013, <http://www.state.gov/j/drl/rls/irf/2012/sca/208440.htm>, (12.03.2014); Institute for Defence Studies and Analyses (IDSA), *Religious tensions in Sri Lanka*, 22 April 2013, http://idsa.in/idsacomments/ReligiousTensionsinSriLanka_qsultana_220413 (12.03.2014).

⁹³ Secretariat for Muslims (SFM), *Hate incidents against Muslims: January – December 2013*, January 2014.
⁹⁴ *Statement condemning the continued attacks on religious places of worship by Buddhist extremist mobs, the inaction of the Police and the silence of the mainstream religions and the mass media*, 23 January 2014, <http://nceasl.org/web/wp-content/uploads/2014/01/Statement-condemning-attacks-on-places-of-worship-by-Buddhist-extremist-mobs.pdf> (12.03.2014).

⁹⁵ UN Human Rights Council, *Oral update of the High Commissioner for Human Rights on promoting reconciliation and accountability in Sri Lanka*, 25 September 2013, A/HRC/24/CRP.3/Rev.1, http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session24/Documents/A-HRC-24-CRP-3-Rev1_en.doc (12.03.2014).

⁹⁶ Groundviews, Weliamuna J.C., *Discovering the white van in a troubled democracy: An analysis of ongoing « abduction blueprint » in Sri Lanka*, 28 April 2012 <http://groundviews.org/2012/04/28/discovering-the-white-van-in-a-troubled-democracy-an-analysis-of-ongoing-abduction-blueprint-in-sri-lanka/> (12.03.2014);

Musulmans.⁹⁷ A cet égard, il est à noter qu'une sensible différence a été constatée à ce niveau dans la mesure où, pendant la guerre, les victimes étaient principalement des Tamouls.⁹⁸

6. Les personnes déplacées internes

Le nombre exact de déplacés internes fait l'objet de nombreuses discussions depuis plusieurs années. Selon les chiffres officiels du gouvernement, publié sur le site du Ministère de la réinstallation, il resterait 23'568 personnes déplacées internes au 31 décembre 2013, dont 19'756 dans le district de Jaffna, 1'140 dans le district de Kilinochchi et 2'663 dans le district de Trincomalee.⁹⁹ En février 2014, l'Observatoire des Situations de Déplacement Interne (*Internal Displacement Monitoring Centre* (IDMC)) a estimé que le nombre de déplacés internes au Sri Lanka s'élevait à 90'000 personnes. De plus, sur les 480'000 personnes déplacées internes enregistrées comme ayant regagné leur lieu d'origine dans les provinces du Nord et de l'Est, la situation de dizaines de milliers d'entre elles reste toujours préoccupante.¹⁰⁰ Lors de sa conférence de presse clôturant sa visite au Sri Lanka en décembre 2013, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des personnes déplacées, Chaloka Beyani, a insisté sur la nécessité de trouver un accord quant au nombre de personnes étant encore déplacées internes.¹⁰¹

7. Les conflits fonciers

A l'heure actuelle, les conflits fonciers sont en train de devenir une des problématiques les plus inquiétantes dans les anciennes zones de conflit. Ces derniers sont principalement générés par le fait que l'armée s'approprie des terres privées. Cet élément pourrait devenir une source sérieuse d'instabilité dans les années à venir. De nombreuses sources relatent ce phénomène de confiscation de terres privées par l'armée, qui empêche les personnes déplacées internes de retourner chez elles. Ces mêmes sources évoquent aussi les pressions exercées sur les habitants pour que ces derniers vendent leurs terres à l'armée ou à des entreprises soupçonnées d'avoir des liens avec les commandants locaux.¹⁰² En juillet

Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), *Rapport de mission en République démocratique et socialiste de Sri Lanka (13 au 27 mars 2011)*, septembre 2011,

http://www.ofpra.gouv.fr/documents/misSLK_2011.pdf (12.03.2014);

The New Indian Express, Express News Service, *The dark terror of Lanka's white vans*, 18 March 2012,

<http://newindianexpress.com/magazine/article345922.ece> (12.03.2014);

dbsjeyaraj.com, Jeyardi D.B.S., *An overview of the « enforced disappearances » phenomenon*, 10 April 2012,

<http://dbsjeyaraj.com/dbsj/archives/5508> (12.03.2014).

⁹⁷ The New Indian Express, Express News Service, *The dark terror of Lanka's white vans*, 18 March 2012,

<http://newindianexpress.com/magazine/article345922.ece> (12.03.2014).

⁹⁸ dbsjeyaraj.com, Jeyardi D.B.S., *An overview of the « enforced disappearances » phenomenon*, 10 April 2012,

<http://dbsjeyaraj.com/dbsj/archives/5508> (12.03.2014).

⁹⁹ Ministry of Resettlement, *Resettlement figures as of 31.12.2013*, http://www.resettlementmin.gov.lk/idps-statistics_03.02.2014.

¹⁰⁰ Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), *Almost five years of peace but tens of thousands of war-displaced still without solution*, 4 February 2014, <http://www.internal-displacement.org/asia-pacific/sri-lanka/2014/almost-five-years-of-peace-but-tens-of-thousands-of-war-displaced-still-without-solution> (12.03.2014).

¹⁰¹ OHCHR Media Centre, « *Constructing a development based strategy for durable solutions for internally displaced persons (IDPs) in Sri Lanka in the aftermath of conflict is now essential*, » *UN rights expert says*, 11 December 2013, <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=14086&LangID=E> (12.03.2014).

¹⁰² International Crisis Group, *Sri Lanka's authoritarian turn: The need for international action*, Asia Report N°243, 20 February 2013, [http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/243-sri-lankas-authoritarian-turn-the-need-for-international-action.pdf](http://www.crisisgroup.org/~/media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/243-sri-lankas-authoritarian-turn-the-need-for-international-action.pdf) (06.04.2014);

Centre for Policy Alternatives (CPA), *Land issues in the Northern Province: post-war politics, policy and practices*, 6 December 2011, <http://www.cpalanka.org/land-issues-in-the-northern-province-post-war-politics-policy-and-practices/> (06.04.2014);

Centre for Policy Alternatives (CPA), *Land in the Eastern Province – Politics, policy and conflict*, May 2010, http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/8DECA542CE3EB96B852577220070E23E-Full_Report.pdf (06.04.2014);

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Opening remarks by UN High Commissioner for Human Rights Navi Pillay at a press conference during her mission to Sri Lanka Colombo*,

2013, le HCR a publié une étude sur les conditions de vie des personnes déplacées internes qui sont retournées chez elles, se sont réinstallées ailleurs ou ont été intégrées localement, étude menée dans les districts de Jaffna, Kilinochchi, Mullaittivu, Mannar, Vavuniya et Trincomalee. En effet, parmi les personnes interviewées, 25% déclarent ne pas avoir accès à leurs terres, et dans 81% de ces cas, c'est parce que ces terrains sont sous occupation militaire, policières ou font partie d'une zone de haute sécurité.¹⁰³

8. La situation économique

L'économie sri lankaise reste fragile. En effet, les données macroéconomiques relatives au Sri Lanka sont préoccupantes. En 2000, le pourcentage des recettes d'exportation par rapport au produit intérieur brut (PIB) était deux fois plus élevé qu'en 2012 (33% en 2000 contre 16% en 2012).¹⁰⁴ Ces dernières décennies, les recettes publiques n'ont cessé de diminuer, allant de 24% du PIB en 1997¹⁰⁵ à 13% en 2012.¹⁰⁶ Le ratio de la dette publique par rapport au PIB s'élevait à 79.1% en 2012.¹⁰⁷ Dans un rapport publié en mai 2013, le Fonds Monétaire International a affirmé que la comptabilité nationale souffrait de sources de données insuffisantes et de techniques statistiques sous-développées. Parmi différents facteurs, les méthodologies de calcul du PIB en prix constants et de l'inflation ont été jugées insatisfaisantes. A ce propos, en janvier 2014, le Sri Lanka a annoncé la modification du calcul de l'indice d'inflation.¹⁰⁸

D'autres éléments de l'économie sri lankaise restent précaires tels que l'augmentation des produits de première nécessité, le chômage des jeunes et l'augmentation de l'inégalité de revenu.¹⁰⁹

Par ailleurs, le budget alloué au Ministère de la défense et au Développement urbain représente un autre paramètre vivement critiqué dans la mesure où, malgré la fin de la guerre, celui-ci demeure très élevé. En effet, la plus large part du budget national de l'année 2013 a été allouée au Ministère de la Défense et du Développement urbain.¹¹⁰ En 2014, l'armée a continué à recevoir la plus grande part du budget national du gouvernement.¹¹¹

31 August 2013, <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=13673&LangID=E> (06.04.2014).

¹⁰³ UNHCR, *A protection assessment of Sri Lanka internally displaced persons who have returned, relocated or are locally integrating (tool three), data and analysis*, June 2013.

¹⁰⁴ Ceylon Today, *Sri Lanka's sources of growth and export performance*, 10 September 2013, <http://www.ceylontoday.lk/22-42262-news-detail-sri-lankas-sources-of-growth-and-export-performance.html> (12.03.2014);

IMF, *Sri Lanka: 2013 Article IV Consultation and Proposal for Post-Program Monitoring*, IMF Country Report No. 13/120, 16 May 2013, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2013/cr13120.pdf> (12.03.2014).

¹⁰⁵ Colombo Telegraph, *The Tax Commission Report: Consigned to the dustbin of history?*, 14 August 2012, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/the-tax-commission-report-consigned-to-the-dustbin-of-history/> (12.03.2014).

¹⁰⁶ Central Bank of Sri Lanka, *Annual Report 2012, Chapter 6: Fiscal Policy and Government Finance*, http://www.cbsl.gov.lk/pics_n_docs/10_pub/docs/efr/annual_report/AR2012/English/10_Chapter_06.pdf (12.03.2014);

Sri Lanka Finance, *Government Revenue*, 20 May 2013, <http://www.srilankafinance.lk/macro-economy2/prices-inflation/256-government-revenue> (12.03.2014).

¹⁰⁷ Central Bank of Sri Lanka, *Annual Report 2012, Chapter 6: Fiscal Policy and Government Finance*, http://www.cbsl.gov.lk/pics_n_docs/10_pub/docs/efr/annual_report/AR2012/English/10_Chapter_06.pdf (12.03.2014);

Trading Economics, *Sri Lanka Government debt to GDP*, <http://www.tradingeconomics.com/sri-lanka/government-debt-to-gdp> (12.03.2014).

¹⁰⁸ Daily Mirror, *Sri Lanka to change inflation index to cover whole nation*, 9 January 2014, <http://www.dailymirror.lk/business/economy/41382-sri-lanka-to-change-inflation-index-to-cover-whole-nation-.html> (12.03.2014).

¹⁰⁹ International Crisis Group, *Sri Lanka's Potemkin peace: Democracy under fire*, Asia Report N°253, 13 November 2013, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/253-sri-lankas-potemkin-peace-democracy-under-fire.pdf> (12.03.2014).

¹¹⁰ Jonathan Goodhand, *Sri Lanka in 2012, securing the state, enforcing the peace*, Asian Survey 53 (1), 2013, pp. 64-72.

¹¹¹ IHS Jane's 360, *Sri Lanka outlines 2014 defence spending*, 22 October 2013, <http://www.janes.com/article/28793/sri-lanka-outlines-2014-defence-spending> (12.03.2014);

Au cours du deuxième trimestre de 2013, le niveau de chômage chez les jeunes (15-24 ans) était estimé à 20.1% (15% chez les hommes et 27.8% chez les femmes).¹¹² Cette situation pousse un grand nombre de jeunes à chercher des opportunités en dehors du Sri Lanka. En 2012, le nombre de Sri Lankais travaillant à l'étranger atteignait 1.8 millions. La majorité d'entre eux avaient trouvé un emploi en Arabie Saoudite, au Qatar, au Koweït et aux Emirats Arabes Unis.¹¹³

Il est aussi important de tenir compte des divergences régionales. En effet, une grande partie des personnes résidant dans le Vanni continuent à vivre dans des circonstances extrêmement difficiles. Cependant, la situation n'est pas identique partout dans le Vanni et est particulièrement difficile dans les districts les plus pauvres que sont Kilinochchi et Mullaittivu.¹¹⁴ Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et le gouvernement sri lankais ont publié en 2012 un rapport examinant le niveau d'insécurité alimentaire dans le Nord et l'Est du pays. En 2012, on estime que 339'000 ménages, soit environ 1,2 millions de personnes, souffraient d'insécurité alimentaire. Selon ce document, la sécurité alimentaire de tous les districts et de tous les groupes de population s'est améliorée par rapport à avril 2011 et octobre 2010. Malgré ces améliorations, la sécurité alimentaire reste un problème dans tous les districts. Parmi ceux-ci, Jaffna et Trincomalee, où 55% des ménages sont en état d'insécurité alimentaire modérée ou sévère, sont les plus touchés. A Mullaittivu et Ampara, ce chiffre atteint 40%. Quant à Vavuniya, il est de 35%.

Le niveau d'emploi des personnes constitue un facteur influant directement sur la sécurité alimentaire. A cet égard, il faut souligner qu'une forte proportion des ménages (90% à Jaffna, 75% à Vavuniya) ne sont pas employés à plein temps.¹¹⁵ Ce problème ne concerne pas uniquement la main-d'œuvre non qualifiée. En effet, dans le Nord de l'île, les diplômés universitaires auraient eux aussi de grandes difficultés à trouver un emploi.¹¹⁶ Ces difficultés économiques auraient pour conséquences une augmentation des abandons scolaires dans le Nord du pays.¹¹⁷

9. La diaspora

Une partie de la diaspora est clairement considérée par les autorités comme un élément perturbateur et identifié comme un des risques sécuritaires auxquels le Sri Lanka doit faire face.¹¹⁸ A la lecture des récents discours de M. Gotabaya Rajapaksa (Secrétaire d'Etat à la Défense et frère du Président), on s'aperçoit que la diaspora est continuellement qualifiée de

DefenseNews, *Sri Lanka raises defense budget despite foreign pressure*, 21 October 2013, <http://www.defensenews.com/article/20131021/DEFREG03/310210043/Sri-Lanka-Raises-Defense-Budget-Despite-Foreign-Pressure> (12.03.2014).

¹¹² Department of Census and Statistics, Ministry of Finance and Planning, *Quarterly Report of the Sri Lanka Labour Force Statistics, Second Quarter, 2013*, <http://www.statistics.gov.lk/samplesurvey/report2013q2.pdf> (12.03.2014).

¹¹³ Department of Census and Statistics Sri Lanka, *Table 7 : Total departures for foreign employment by country 2006 – 2010*, <http://www.statistics.gov.lk/NCMS/RepNTab/Tables/SLBFE/tab7.pdf> (12.03.2014); Institute of Policy Studies of Sri Lanka, *Migration profile Sri Lanka*, February 2013, http://www.ips.lk/ips_migration/publication/migration_profile/migration_profile_ips.pdf (12.03.2014); Ministry of Labour & Labour Relations, Central Bank of Sri Lanka, Department of Census and Statistics, *Labour and social trends in Sri Lanka 2011, 2012*, http://www.labourmin.gov.lk/web/images/stories/publication/other/labour_and_social_trends_in%20srilanka.-pdf (12.03.2014).

¹¹⁴ International Crisis Group, *Sri Lanka's North II: Rebuilding under the Military*, Asia Report N°220, 16 March 2012, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/220-sri-lankas-north-ii-rebuilding-under-the-military.pdf> (12.03.2014).

¹¹⁵ Ministry of Economic Development, Hector Kobbekaduwa Agrarian Research and Training Institute, United Nations World Food Programme, *Food security in the Northern and Eastern Provinces of Sri Lanka, December 2012*, <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/wfp%20sri%20lanka%20food%20security.pdf> (12.03.2014).

¹¹⁶ Integrated Regional Information Networks (IRIN), *Few jobs for university grads in the north*, 9 January 2014, <http://www.refworld.org/docid/52cfc40c4.html> (12.03.2014).

¹¹⁷ IRIN, *Why Sri Lankan children in North drop out*, 7 February 2014, <http://reliefweb.int/report/sri-lanka/why-sri-lankan-children-north-drop-out> (12.03.2014).

¹¹⁸ Ministry of Defence and Urban Development, *Evolution of Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE) international network*, <http://www.defence.lk/news/pdf/LTTE%20International%20Network.pdf> (12.03.2014).

risque pour le Sri Lanka.¹¹⁹ Gotabaya Rajapaksa n'est pas le seul représentant du gouvernement à qualifier une partie de la diaspora de risque sécuritaire pour le Sri Lanka. En effet, en février 2013, lors de son discours au Conseil des droits de l'homme, Mahinda Samarasinghe (Ministre des industries de plantation et Envoyé spécial du président du Sri Lanka pour les droits de l'homme) a lui aussi qualifié la diaspora de risque pour le Sri Lanka. Selon lui, des vestiges des LTTE resteraient très actifs dans certains pays d'occident où leurs représentants continueraient à faire du lobby auprès des gouvernements hôtes et des faiseurs d'opinion dans les médias ou ailleurs, dans le but de compromettre le processus de paix et de réconciliation qui est en cours. Toujours selon lui, il est regrettable que certains éléments de la communauté internationale soit aveuglés par ce qu'il qualifie d'efforts de désinformation, de mensonges éhontés et de tactiques de pression.¹²⁰ Compte tenu de ces perceptions, la diaspora serait étroitement surveillée par le gouvernement.¹²¹

¹¹⁹ Sri Lankan Defence Secretary, Gotabaya Rajapaksa, Public Lecture at the Sri Lanka Foundation Institute, *Future challenges of national security in Sri Lanka, Sri Lanka is still under threat - warns Secretary Defence*, 11 January 2012, http://www.defence.lk/new.asp?fname=20120111_01 (12.03.2014); Sri Lankan Defence Secretary, Gotabaya Rajapaksa, *Sri Lanka's National security concerns*, lecture delivered at the Kotelawala Defence University, 13 June 2013, http://www.defence.lk/new.asp?fname=Sri_Lanka_National_Security_Concerns_20130613_08 (12.03.2014); *Full text of the speech delivered by Secretary Defence at the 'Defence Seminar 2013' on 03rd September 2013 at the Galadari Hotel in Colombo*, http://www.defence.lk/new.asp?fname=full_text_Post_Conflict_Sri_Lanka_Challenges_20130903 (12.03.2014).

¹²⁰ Hon. Mahinda Samarasinghe, Minister of Plantation Industries and Special Envoy of H.E. the President of Sri Lanka on Human Rights, *Sri Lanka National Statement delivered at the 22nd Session of the HRC, 27 February 2013*, <http://www.slembkwt.org/component/content/article/644-sri-lanka-national-statement-delivered-at-the-high-level-segment-of-hrc-22> (12.03.2014).

¹²¹ Immigration and Refugee Board of Canada, *Sri Lanka : information sur le traitement réservé aux Tamouls qui retournent au Sri Lanka, y compris les demandeurs d'asile déboutés; information sur des cas particuliers de demandeurs d'asile, y compris les Tamouls qui se trouvaient à bord du bateau intercepté au Togo, le retour de Sri-Lankais qui ont demandé l'asile en Australie en 2012, et toutes les personnes qui sont retournées volontairement au Sri Lanka (août 2011-janvier 2013)*, 12 February 2013, LKA104245.EF, <http://www.refworld.org/docid/513469922.html> (12.03.2014); International Crisis Group, *The Sri Lankan Tamil diaspora after the LTTE*, Asia Report N°186, 23 February 2010, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/186%20The%20Sri%20Lankan%20Tamil%20Diaspora%20after%20the%20LTTE.pdf> (12.03.2014).